

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2810 | 65^e année | Du 3 au 16 février 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

Le forum de Davos ou la mondialisation chaotique p. 2

✓ POLITIQUE

Jean-Pierre Chevènement : La France est-elle finie ? ... p. 4

✓ SOCIÉTÉ

Euthanasie : un sursis p. 5
Le mariage des homosexuels et la Constitution p. 6

✓ MONDE

La Belgique s'enfoncé encore dans l'impasse p. 7
La danger se précise en Tunisie p. 8
Reagan, icône américaine ... p. 9

✓ ARTS & LETTRES

Hommage à Jean Dutourd, par Alain Paucard p. 10
Les délires sociétaux des romanciers p. 11

✓ HISTOIRE

496 : De Tolbiac à Reims ... p. 12

✓ IDÉES

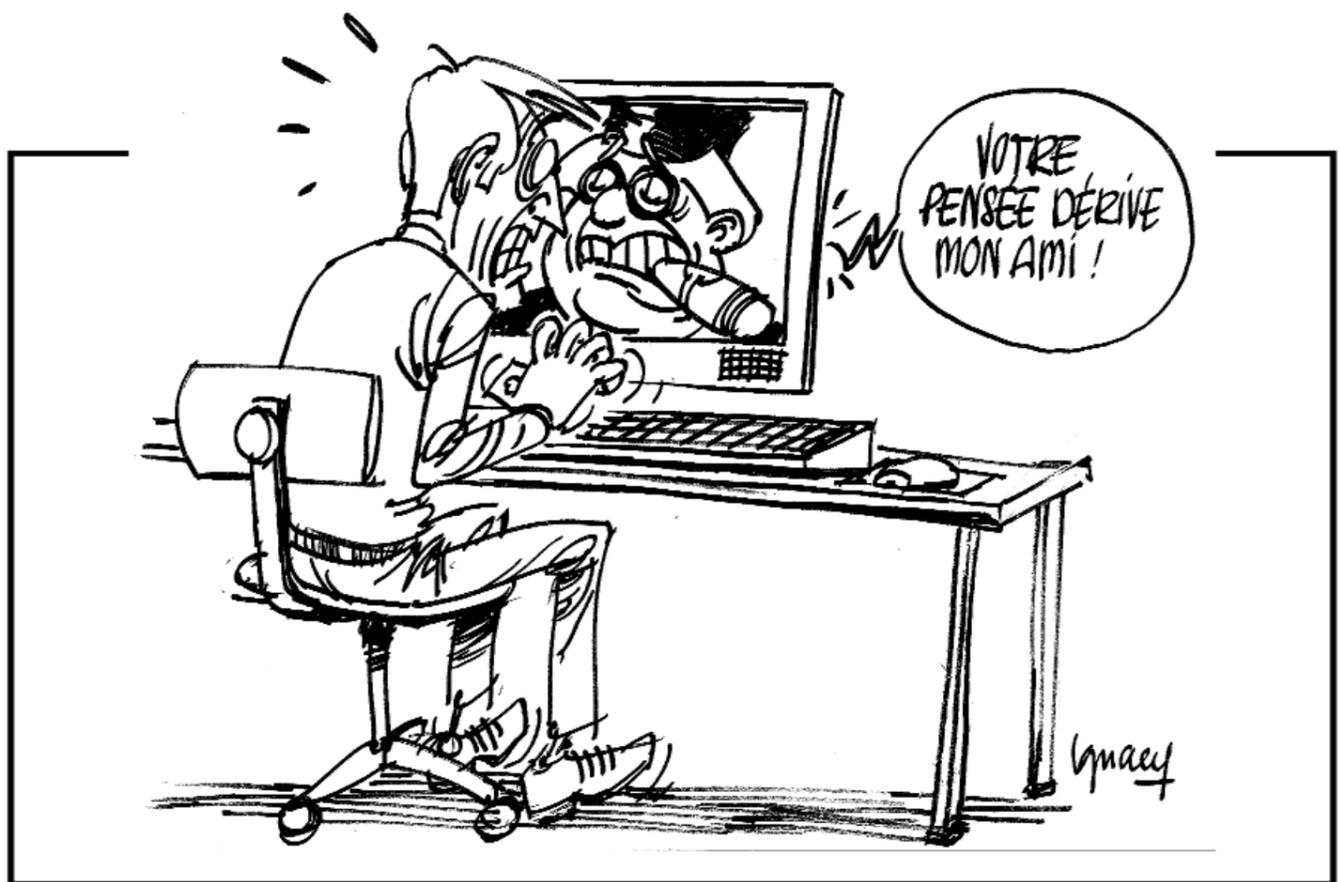
La France se relèvera-t-elle de la Révolution ? p. 13
La culture française, entre déclin et éternité ... p. 14

✓ ENTRETIEN

Ghislain de Diesbach et les portraits d'un mémorialiste p. 16

Les défis politiques de la Toile

PAGE 3



M 01093 - 2810 - F: 4,00 €



Le Quai d'Orsay noyé en Méditerranée

LA DIPLOMATIE exige les deux qualités qui font le plus défaut à Nicolas Sarkozy, la discrétion et la patience. Nicolas Sarkozy veut parler au monde mais le monde ne l'écoute plus. Résultat navrant symbolisé par le naufrage de Bernard Kouchner et le refus d'Alain Juppé d'en prendre la succession. On a donc laissé les affaires courantes à M^{me} Alliot-Marie qui s'en sort comme vous avez pu le voir. Le même silence que nous avons décidé d'observer par pudeur ou par courtoisie à l'endroit de François Bayrou s'étend à présent au maire de Saint-Jean-de-Luz. Mais de quel aveuglement sinistre témoigne ce gouvernement; et avec lui son régime ! Absence to-

tale de vision devant les nouvelles complexités du monde. Oh ! certes, la République nous en avait déjà fait voir ! Qui ne se souvient de cette visite amicale proprement ahurissante du "visionnaire" François Mitterrand en RDA, à Berlin-Est, maintenue au lendemain de la chute du Mur ? En termes de relations internationales, Nicolas Sarkozy se fait à présent modeste. Au sujet de Ben Ali : « Nous n'avons pas toujours eu le recul nécessaire » affirme la principale victime collatérale de la révolution tunisienne. "Réserve" est désormais le maître-mot de nos relations avec le Maghreb comme avec l'Égypte, mais chacun peut y voir le retrait et l'impuissance de la France. C'est encore une manière convenable pour signifier que nous sommes sur la touche. Et dire qu'en 2007, le candidat Sarkozy entendait tourner la page des complaisances avec les partenaires afri-

cains et arabes. Que penser alors du soutien caricatural accordé à Ali Bongo et à son élection truquée au Gabon ? Que dire des droits de l'homme brandis à tout va mais sacrifiés lorsqu'il s'agit de se réconcilier avec la Chine ou la Russie ? Que penser de notre incapacité à peser sur le conflit israélo-palestinien ? Comment réagir devant l'appel de la France à créer un groupe de contact pour faciliter la mise en place d'un nouveau gouvernement au Liban et qui est resté sans réponse ? Le médiateur le plus probable semble être la Turquie, nouvelle puissance dans la région. Qui se souvient du beau projet d'Union méditerranéenne présenté par Henri Guaino et qui a sombré corps et biens entre Tunis et Le Caire ? L'accumulation de tant d'échecs entraîne un isolement saisissant. ■

Marc Savina



« Tout ce qui est national est nôtre »

□ FORUM DE DAVOS

Une mondialisation chaotique

Le Forum économique mondial n'a rien perdu de son attractivité : pour sa 41^e édition, il a réuni à Davos, du 26 au 30 janvier, quelques 2 500 participants, et accueilli trente-cinq chefs d'État ou de gouvernement.

On connaît le G8, le G20, voire le G2 - États-Unis et Chine -, autant de "sommets" politiques et économiques censés encadrer et donner du sens aux désordres du monde. Il ne faudrait pas oublier un autre forum, celui de Davos qui, à la fin de chaque mois de janvier, ramène le ban et l'arrière-ban du capitalisme mondialisé dans la très sélecte station grisonne. Non sans dresser, par réaction, des forces hostiles qui s'expriment notamment dans le cadre de "l'Autre Davos", forum alternatif qui s'est tenu du 21 au 23 janvier à Bâle, autrement dit à bonne distance.

Économie et géopolitique

On a beau se dire depuis quelques années, surtout depuis les convulsions du capitalisme financier il y a trois ans, que le grand raout de Davos a peut-être fait son temps, son pouvoir d'attraction n'en demeure pas moins intact. Comme l'atteste l'édition 2011 qui, du 26 au 30 janvier, a vu la participation de trente-cinq chefs d'État ou de gouvernement, en plus, bien sûr, des quelque 2 500 *leaders* économiques, industriels, financiers et lobbyistes contribuant au budget annuel de ce World Economic Forum (WEF). Étonnant, quand on sait que le Forum de Davos « n'est pas un endroit où se prennent des décisions », comme a tenu à le rappeler Klaus Schwab, président et fondateur (il y a une quarantaine d'années) de cette plate-forme de discussion.

Ce caractère informel, sans nécessité de résultat visible, c'est sans doute ce qui séduit les participants, affranchis durant quelques jours des contraintes médiatiques. En tout cas, cette année encore, les politiques et autres "décideurs" n'ont pas boudé leur satisfaction de se retrouver dans les Alpes suisses, en délivrant des messages plus ou moins convaincants mais reflétant la nouvelle réalité du monde, c'est-à-dire le transfert progressif du pouvoir vers l'Asie et le Sud. C'est pourquoi à la notion de pays émergents se substitue peu à peu celle, plus pertinente, de "marchés de croissance" - un concept qui présente toutefois le défaut de rester étroitement économique et de négliger la dimension géopolitique.

Le sanglant attentat perpétré le 24 janvier à l'aéroport moscovite de Demodedovo, qui a contraint Dmitri Medvedev à retarder son déplacement à Davos, illustre trop bien cette interdépendance. Le président russe a quand même pu prononcer, comme prévu, le discours inaugural du forum, un privilège qui l'an dernier avait été accordé à Nicolas Sarkozy. Logiquement, Medvedev a battu le rappel de la "communauté inter-



Cette année encore, les politiques et autres "décideurs" n'ont pas boudé leur satisfaction de se retrouver dans les Alpes suisses
Photo : World Economic Forum/swiss-image.ch

nationale" pour lutter contre le terrorisme et toutes les haines « qui détruisent les progrès économiques et sociaux ». Reconnaissant qu'il existe encore beaucoup à faire en Russie pour éradiquer la corruption, il a néanmoins affirmé que Moscou deviendra « un grand centre financier avec de faibles taxes », et annoncé que son pays adhèrera cette année à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Quels risques ?

Les organisations internationales, ce n'est pas ce qui manque. Cependant, a relevé la présidente de la Confédération helvétique Micheline Calmy-Rey, « dans un monde fortement globalisé où les risques sont nombreux, il n'y a pour l'heure aucune instance capable de trouver des solutions justes aux défis à surmonter ».

Matière(s) à polémique

S'IL A AJOUTÉ l'« humilité » à l'« ambition », lors de sa conférence de presse du 24 janvier, le président de la République n'en continue pas moins de cultiver son "volontarisme". Dans son collimateur apparaît désormais la spéculation sur les matières premières. Un nouveau bouc émissaire aux yeux de moult observateurs, pour qui les prix sont déterminés, en premier lieu, par l'équilibre de

Ces risques sont identifiés : outre le terrorisme et l'instabilité politique (Tunisie, Égypte), les dettes souveraines ainsi que l'inflation due à la surchauffe en Chine et en Inde sont, aux yeux des économistes et des dirigeants d'entreprise, les principales menaces du moment.

S'exprimant surtout en sa qualité de président du G8 et du G20, Nicolas Sarkozy a lui aussi mis en garde contre les « grands risques » de 2011, les dettes souveraines, donc, les déséquilibres monétaires et financiers (allusion aux rôles respectifs du yuan et du dollar, qui pénalisent l'euro), ainsi que « la volatilité extrême du prix des matières premières ». Sur ce point, le président de la République préconise, avec le concours de Dmitri Medvedev, une régulation des marchés agricoles. En revanche, le président russe rejette catégoriquement l'idée d'une taxe sur les transactions financières que soutient Sarkozy. Pour l'essentiel, Nicolas Sarkozy a repris à

l'offre et de la demande. C'est l'occasion d'une nouvelle polémique entre Paris et Bruxelles. Dans un rapport dont la publication a été différée, la Commission européenne ne relevait « aucun élément probant » attestant « d'un lien de causalité entre les marchés des dérivés et la volatilité excessive et la hausse des prix sur les marchés physiques » (*La Tribune*, 26/01/2011). Un constat balayé avec ironie par Nicolas Sarkozy, dont la quête de transparence - gage de prévisibilité - s'avère plus consensuelle. Quant au secrétaire général de l'OCDE, le

Davos les thèmes qu'il avait abordés dans sa conférence de presse du 24 janvier à Paris. À quoi il a ajouté un plaidoyer au ton polémique en faveur de la monnaie unique européenne : « Jamais, M^{me} Merkel et moi ne laisserons tomber l'euro. » D'ailleurs, « il n'y a pas de crise de l'euro », a proclamé sans rire Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, selon lequel il n'existe qu'un problème d'assainissement budgétaire pour les États en difficulté. Autrement dit, il suffit de serrer la vis.

Ne dirigeant pas un pays en difficulté, Angela Merkel n'en a été que plus à l'aise pour défendre la monnaie unique, son euromark... Elle a en outre apporté son soutien aux propositions de la présidence française du G20 sur la réforme du système monétaire et les négociations commerciales du cycle de Doha. Mais quand Merkel et Sarkozy prônent une régulation de l'économie (compatible avec le libre-échange), le Premier ministre britannique appelle à une libéralisation accrue du commerce mondial.

L'année du Lapin

Les problèmes existentiels des Européens, l'activisme déconnecté du réel que déploie l'actuel président du G20, ou encore l'atonie des États-Unis représentés notamment par leur secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, contrastaient à Davos avec l'optimisme et le dynamisme créatif des "émérgents", en particulier asiatiques - illustration d'un monde à deux vitesses. Le thème retenu pour ce 41^e Forum de Davos était « normes communes pour une nouvelle réalité ». Ce qui postulait l'aspiration à une gouvernance mondiale et par conséquent une « harmonisation des normes » entre l'Europe et l'Asie. On en est encore loin. Même si les Chinois, emmenés par leur ministre du Commerce Chen Deming, ont promis de faire des efforts, en augmentant leurs importations et en promouvant leur consommation intérieure. La prospective n'étant pas le fort du WEF, qui n'a vu venir ni la crise des *subprimes* ni celle des dettes souveraines, on s'en tiendra à une seule certitude : venus en force à Davos, les Chinois ont de bonnes raisons de festoyer en ce jeudi 3 février, premier jour de l'année du Lapin. ■

Guy C. Menuisier

Mexicain Angel Gurría, s'il a salué « la décision du gouvernement français de faire de l'instabilité des prix [un] des axes prioritaires de sa présidence du G20 », il annonce également que « dans l'avenir, les échanges revêtiront une importance croissante pour la sécurité alimentaire », les marchés les plus actifs étant jugés moins volatiles. « Pour toutes ces raisons, poursuit-il, il est essentiel que les négociations de Doha menées dans le cadre de l'OMC aboutissent. » Les pourfendeurs du libre-échange sont prévenus. □ G.D.

» DETTES PUBLIQUES

Sur le front de l'euro, la légère accalmie viderait presque à l'euphorie. Ainsi *Les Échos* ont-ils salué le « succès spectaculaire » du premier emprunt du Fonds européen de stabilité financière. La BCE aurait fourni un autre motif d'optimisme en interrompant, la semaine dernière, ses rachats d'obligations souveraines. Le Japon, en revanche, vient de voir sa note à long terme abaissée par Standard & Poor's. Quant au Trésor américain, il presse le Congrès de relever la limite légale d'endettement du pays, sans quoi les États-Unis pourraient se trouver en défaut de paiement d'ici deux ou trois mois (*La Tribune*, 30/01/2011).

» MODÈLE ALLEMAND

La France se laisse distancer par l'Allemagne : un rapport du cabinet Coe-Rexecode, remis au ministre de l'Industrie le 20 janvier, a pointé avec vigueur le déficit de compétitivité affectant le pays. Bien des enseignements seraient à tirer des succès réalisés outre-Rhin... Cependant, Romanic Godin, correspondant de *La Tribune* à Francfort, nous met en garde contre la tentation d'idéaliser le modèle allemand. Il souligne, entre autres, que « le niveau du PIB allemand est encore inférieur de 1,3 % à celui de la fin de 2008 ». « De ce point de vue », poursuit-il, « la France n'a pas à rougir : avec une croissance de 1,6 % en 2010, elle accuserait un retard de 1 % par rapport à ce même niveau ».

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique française :
Guillaume Chatizel,
Jean-Philippe Chauvin, Antoine Goursky,
François Marcihac, Marc Savina
Société :
Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès,
Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc
Europe :
Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier
International :
Philippe Maine, Pascal Nari
Économie :
Guy C. Menuisier
Histoire :
Michel Fromentoux, Yves Lenormand,
René Pillorget, Frédéric Winkler
Culture :
Anne Bernet, Monique Beaumont,
Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens
Chroniques :
Jean-Baptiste Morvan
Combat des idées :
Stéphane Blanchonnet, François Marcihac
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

Les défis politiques de la Toile

Depuis le début de la révolution tunisienne, les médias se sont fait un devoir de nous tenir heure par heure, ou presque, au courant des troubles agitant le monde arabe : outre l'importance historique des événements auxquels nous assistons, c'est avant tout le rôle qu'y jouent ces mêmes médias, notamment via Internet, qui intéresse nos hommes de plume, de micro ou d'écran. Après les révolutions orange, téléguidées outre-atlantique, assisterions-nous aux révolutions Internet ?

L'Égypte déconnectée

On sait que les régimes totalitaires ou dictatoriaux surveillent de près la Toile, conscients des immenses possibilités de déstabilisation que peuvent représenter ces forums permanents, ouverts à tous de par le monde, du moins à ceux qui ont les moyens matériels et financiers, et la formation, pour y accéder. C'est ainsi que le gouvernement égyptien a suspendu les connexions dès les premières manifestations, craignant la contagion tunisienne. La Chine, quant à elle, censure en permanence de façon draconienne. Plus généralement, les "décideurs", comme ils s'appellent, qu'ils soient dans l'opposition ou au pouvoir, savent que les masses finissent par suivre, même dans le cas de mouvements dits spontanés - une élite plus ou moins formée, plus ou moins intéressée, intervient toujours à un moment donné, pour tenter d'encadrer le mouvement, de l'orienter ou de le récupérer. On comprend par exemple pourquoi les parlementaires européens, le 13 janvier dernier, contestant à la fois les résultats des élections biélorusses du 19 décembre 2010 et la répression qui s'était abattue sur les opposants, lesquels, appelant à la chute de Loukachenko, avaient tenté de prendre certains monuments officiels de Minsk le soir du scrutin, ont réclamé une augmentation de « l'aide financière à la société civile, aux médias indépendants

[ie : antirégimistes] et aux ONG »... La porosité des frontières grâce aux évolutions technologiques...

En France, inutile de rappeler le rôle joué par Internet dans le résultat, en 2005, du référendum sur le traité constitutionnel européen : il participa, face à des médias nullement "indépendants" - mais les parlementaires européens ne protestèrent pas, à l'époque, et ne réclamèrent aucune aide financière pour les opposants -, à permettre l'émergence d'un véritable débat politique. L'Europe ne l'ignore pas, précisément, ni les gouvernements que, faute de mieux, nous continuerons d'appeler "nationaux".

Museler les peuples

On ne saurait ignorer le double mouvement opposé de développement de la Toile et de rétraction du droit de voter. Parce que, précisément, les gouvernements maîtrisent de moins en moins l'information et l'échange des idées, ils sont enclins à priver le peuple de toute prise de décision. Ils le font évidemment avec la complicité des parlements, heureux de retrouver une maîtrise absolue de la décision politique, comme aux beaux temps du régime d'Assemblée. Le coup de force du traité de Lisbonne l'a bien montré : Sarkozy n'a pu le commettre qu'avec la complicité du Parlement. Les référendums : c'est fini pour longtemps, et on

sait le rôle joué par le Léviathan européen dans cette captation du débat politique, au seul profit de l'oligarchie anonyme et mondialisée. Bruxelles ne veut plus de consultation populaire, que ce soit à l'intérieur de l'Union européenne, ou à l'extérieur : la Suisse montre le mauvais exemple, l'Europe fait pression sur elle.

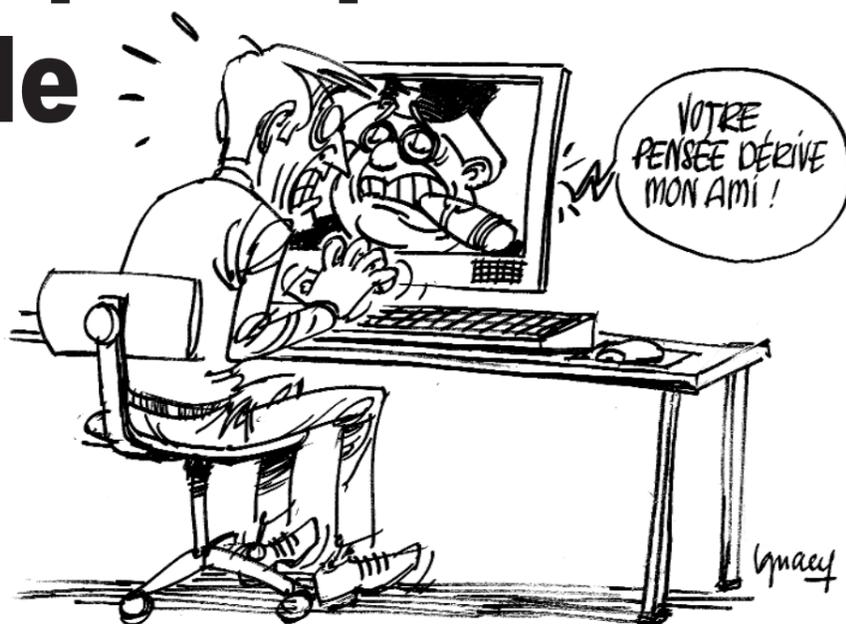
Chroniquement, on cherche à encadrer Internet en proposant notamment la suppression de l'anonymat ou en tentant d'accroître la surveillance des sites, voire des messages privés, sous prétexte de "protéger" le lecteur de toute pollution malpensante. *Big Brother* n'est jamais loin et l'Europe couvre de nombreuses tentatives de museler la Toile, sous couvert de combattre la pédophilie, le négationnisme, le racisme, ou le terrorisme, dont la menace, depuis 2001, justifie toutes les dérives liberticides. Du reste, l'affaire Wikileaks n'a pu que donner un semblant de justification aux dénonciations gouvernementales des dangers d'Internet.

C'est ainsi que le programme européen Indect, lancé il y a deux ans, et pour lequel la Commission européenne a dépensé plus de 10 millions d'euros, vise à développer un système de surveillance des informations d'Internet avec le but avoué de détecter automatiquement « les menaces, les comportements anormaux ou la violence ». Il s'agit de surveiller les sites, les serveurs de fichiers, les forums de discussion, les ré-

seaux sociaux et d'échanges, voire les ordinateurs individuels, en vue d'enregistrer les relations entre les individus et les organisations diverses auxquelles ils semblent rattachés, avec possibilité de constitution automatique de dossiers sur les individus et les organisations avec lesquelles ils sont en relation sur la Toile... Le souci de notre protection est louable. Surtout quand l'informatisation y aide...

Big Brother

Dès demain, apparaît, là encore sur l'ordre de l'Europe, le permis de conduire à puces biométriques. Destiné à lutter contre le trafic de permis de conduire dans toute l'Europe, et d'y assurer un meilleur suivi des PV et sanctions, il permettra également de garantir une meilleure sécurité sur les routes par une meilleure répression des délits routiers... Surtout, la police, lors d'un contrôle, pourra, via des sites sécurisés, tout savoir de vous, notamment vos antécédents, même médicaux, si la création de ce permis de conduire, renouvelable tous les quinze ans, s'accompagne d'une visite dont dépendra le renouvellement... La police, munie de lecteurs embarqués dans ses voitures de patrouille, aura accès à l'historique en temps réel. La puce ? La garde-à-vue électronique permanente, en quelque sorte. *Big Brother*, encore et toujours, veille sur vous. Et vous surveille.



Si, concernant Internet, une reprise en main radicale se révèle impossible, toutefois les fournisseurs d'accès, ne répondant qu'à une logique commerciale, ne sauraient défendre la liberté d'expression pour elle-même, face à des pouvoirs qui la limiteraient pour la bonne cause, afin d'assurer le respect des valeurs démocratiques : reçu par la ministre de la justice de l'époque, Michelle Alliot-Marie, en novembre 2009, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) avait plaidé pour la censure sur Internet précisant ainsi les cibles : « les forums de discussion, les chats, les emails, les sites web et les blogs » - Indect à votre service ! « Vous avez bien lu : "les emails", c'est-à-dire des courriers privés », souligne le site *Polemia*, qui rappelait récemment l'information.

Précédent hongrois

« La liberté d'expression doit se subordonner au respect de la vérité », plaideait alors le président du CRIF, Richard Prasquier : Viktor Orban a dû entendre le message, lui qui subordonne en Hongrie, depuis le 1^{er} janvier dernier, sous peine d'une amende de 200 000 euros, cette même liberté à « une information équilibrée ». Ce que du reste reconnaît le CRIF lui-même : son président ayant rencontré le Premier ministre hongrois dans le cadre du Congrès juif européen, le site du CRIF, en Une laudative, le 26 janvier dernier, précise que « Viktor Orban a souligné son rejet de l'antisémitisme, et son combat vigoureux » contre le parti identitaire Jobbik, et d'ajouter : « C'est en raison même de ce combat qu'il avait été amené à faire adopter une nouvelle législation pour réduire la diffusion des appels à la haine dans les journaux et sur Internet »... Peut-être un jour comprendrons-nous que nous n'avons pas su mettre suffisamment à profit, notamment sur le plan technologique, les libertés dont nous jouissions encore et dont nous ne jouirons plus, ou que dans le faux-semblant d'un unanimité qui ne laissera s'exprimer que des nuances, à la marge. En attendant, la vigilance s'impose. La liberté, sur le continent européen, notamment en France, est à défendre chaque jour un peu plus. ■

François Marcilhac

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

LA LISTE publiée dans notre dernier numéro a clos la souscription 2010. Merci à nos amis pour leur générosité et leur dévouement.

Le journal est le pilier central de toutes les activités de l'Action française. Il est essentiel pour étendre la diffusion de nos idées.

Nous ouvrons aujourd'hui la souscription 2011, car l'Action française, comme toute la presse d'opinion indépendante, ne peut vivre sans le soutien de ses amis.

Pour l'année qui commence, il nous faut réunir 40 000 euros, pour faire face au budget minimum nécessaire, résorber nos

dettes, et nous permettre d'embaucher une secrétaire à temps partiel.

Pour nous aider, nous vous suggérons de souscrire un versement mensuel ou trimestriel, et ainsi étaler la charge.

Pensez-y, avec toute notre reconnaissance.

Marielle Pujo

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à cette adresse : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.



□ LIVRE

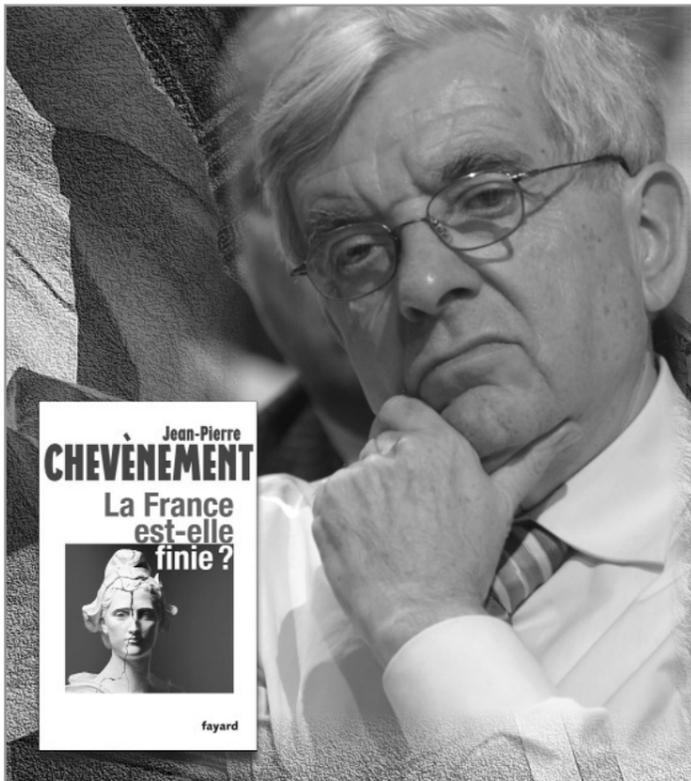
Finie, la France ?

S'interrogeant sur l'effacement international de la France, Jean-Pierre Chevènement pointe la politique européenne de François Mitterrand. Mais loin d'appeler à des changements radicaux, il se place en conseiller du PS.

Que ce soit à droite, avec Marie-France Garaud, dont nous avons rendu compte du dernier livre, *Impostures politiques*, ou à gauche, avec Jean-Pierre Chevènement, dans *La France est-elle finie ?*, la sensibilité souverainiste semble à l'heure des bilans, du moins pour ceux de ses acteurs qui ont accompagné la V^e République depuis sa naissance ou presque, dans le giron gaulliste pour la première, au Parti socialiste puis dans le socialisme dit "républicain" pour le second.

Extrême sévérité

Car les deux livres traitent du même sujet : l'effacement progressif de la France de la scène internationale tout au long du XX^e siècle et en ce début du XXI^e. Et le bilan qu'ils dressent consiste dans une identique dénonciation des mensonges de la "construction" européenne, horizon indépassable d'une classe politique sans imagination ou liée à une oligarchie de plus en plus dénationalisée et mondialisée. La responsabilité de la démocratie chrétienne est également pointée. Jean-Pierre Chevènement, fondateur du CERES, qui regroupait la gauche du Parti socialiste, s'adresse avant tout à celui-ci, comme s'il voulait solder les comptes de trente années de mitterrandisme et de social-libéralisme. S'il ne peut se départir d'une certaine tendresse bien naturelle pour le grand homme auprès duquel il a passé la majeure partie de sa jeunesse et de sa vie d'homme, il n'en est pas moins d'une extrême sévérité pour le manque de lucidité, voire l'aveuglement politique de Mitterrand. Qu'il s'agisse de l'Europe ou/et de l'indépendance structurelle de l'État par rapport aux forces d'argent, sa politique a favorisé l'émergence d'un social-libéralisme, voulu avec détermination par Delors, dans le cadre d'un projet européen qui ne fut que la courroie de transmission de la soumission des États au "mondialisme financier". Le résultat du



"pari pascalien" de Mitterrand sur l'Europe est terrible : « À côté de la misère des nations telle que les deux guerres mondiales du XX^e siècle l'avaient révélée, l'Europe, selon François Mitterrand, apparaissait comme Dieu chez Pascal, "une infinité de vie infiniment humaine à gagner". » Homme de son siècle, Mitterrand partageait le traumatisme de sa génération devant une France humiliée et affaiblie. Chevènement, avec raison, insiste sur le fait que notre pays n'est pas arrivé moralement à se remettre ni du carnage de 1914-1918 - le lecteur de Maurras et de Bainville qu'il est et qui évoque, à son tour, le Mitterrand lecteur de l'historien d'Action française, nous étonne dans son appréciation positive d'un traité de paix dont on sait qu'il fut la cause de la Seconde Guerre mondiale -, ni de la défaite de 1940. Il se tait sur les causes immédiates de celle-ci. On comprend pourquoi. Mais, tout en dénonçant avec raison la culpabilisation de notre pays, il en partage, comme

Marie-France Garaud, les fondements : l'opposition manichéenne d'une France de la honte - Vichy - à une France de l'honneur - De Gaulle et la Résistance.

Une bête blessée

Mitterrand, à la suite de la réunification allemande, eut, avec Maëstricht, un sursaut de « bête blessée qui ne voyait plus », en 1992, « de salut pour la France que dans la fuite en avant dans l'Europe », c'est-à-dire la soumission à une Allemagne qui n'accepta, dans les faits, de sacrifier le mark qu'à deux conditions : faire accepter la réunification et imposer que celui-ci devint un mark-bis. Mais elle avait gagné avant même que ces projets ne sortent des limbes puisque c'est « dès juin 1989 que la France avait déjà accepté un projet de monnaie unique aux conditions fixées par l'Allemagne ». « La France ne peut pas s'isoler » était le leitmotiv de Mitterrand, mais n'était-il pas et n'est-il pas tou-

jours celui de tous les présidents depuis Giscard, et ce "raisonnement" n'a-t-il pas justifié tous les renoncements ? Avec Maëstricht et plus généralement la "construction" européenne, Mitterrand ne chercha rien d'autre qu'à ligoter l'Allemagne : on le fit, dénonce Chevènement, « en se ligotant soi-même ». L'Europe ou la politique de Gribouille.

Clovis et les Capétiens

La République a besoin de mythes : Chevènement les sert, ce qui ne saurait nous étonner. En patriote de gauche, contrairement à Mélenchon pour lequel la France a commencé à exister en 1789 voire en 1793, Chevènement a à la fois la culture et la fibre historiques. Clovis n'est pas renié. Mais le long terme est comme stérilisé par un appel à la France de la République, qui pour faire partie de notre histoire, ne saurait « transcender » la nation, comme il le prétend, pour mieux renier un « nationalisme » que Mitterrand, à ses yeux, confondait à tort avec la nation. Comme s'il n'y avait pas nationalisme et nationalisme... Du reste, il se contredit heureusement en rappelant que l'impérialisme n'est pas dans la tradition capétienne : « arrondir le "pré-carré" », telle était l'œuvre des rois de France. Nous ne saurions trop l'approuver. Au contraire, « avec la Révolution et l'Empire, la France se retourna [...] vers le continent qu'elle domina pendant vingt ans, [...] poussée par l'idéologie autant que par l'amour de la gloire militaire ». Dès lors, qui de la République ou de la Monarchie "transcende" la nation, c'est-à-dire refuse d'en faire un absolu ? Chevènement répond lui-même : que n'en tire-t-il les conséquences !

S'il souligne avec raison que la gauche « doit [...] aussi et d'abord rencontrer la France », ceux qui, rue de Solferino, craignent une nouvelle candidature présidentielle du sénateur du Territoire de Belfort se trompent. En effet, alors que l'analyse sociale, économique ou morale est toujours juste, c'est en conseiller du candidat qu'il a également écrit ce livre. D'où son côté raisonnable, motion du PS, qui déçoit : rien de fort sur l'euro, dont il n'envisage la sortie que comme issue ultime à la crise et qu'il veut réformer avec un improbable « gouvernement économique », rien sur l'OTAN, ou sur l'ensemble des sujets qui fâchent. Quant à la « République européenne des peuples » qu'il appelle de ses vœux, elle est surtout un « nouveau mode d'emploi des institutions européennes » : une nouvelle pratique serait-elle suffisante à permettre l'émergence d'une confédération de nations souveraines à géométrie variable ? On peut en douter. Surtout, ce souhait est incompatible avec le projet socialiste. Chevènement achèvera-t-il un jour sa révolution intérieure ? ■

François Marcilhac

✓ Jean-Pierre Chevènement : *La France est-elle finie ?* Fayard, 315 pages, 19 euros.

» PARITÉ

La Fonction publique ne saurait demeurer en marge de la frénésie féministe. Favorable à l'instauration de quotas, le secrétaire d'État Georges Tron entend porter, d'ici quatre ou cinq ans, de 20 à 40 % la proportion de femmes occupant un poste de direction dans l'administration. À ses yeux, ce serait même « une priorité ». Cherchez l'urgence...

» PARADOXES

Appelés à se prononcer sur « l'économie de marché et le capitalisme », 33 % des Français considéreraient « qu'il s'agit d'un système qui fonctionne mal et qu'il faut abandonner ». L'heure de la révolution aurait-elle sonné ? C'est, en tout cas, la conclusion d'une enquête de l'Ifop réalisée pour *La Croix* en décembre dernier. Peut-être nos compatriotes n'ont-ils pas compris les termes à la façon de Jacques Bainville, pour qui « la supériorité des occidentaux [tenait], en dernière analyse, au capitalisme, c'est-à-dire à la longue accumulation de l'épargne ». Cela étant, seuls 16 % des sondés observeraient d'un mauvais œil le développement des échanges commerciaux internationaux. Par ailleurs, selon une autre étude de l'Ifop, réalisée cette fois-ci pour les fondations Jean Jaurès et Friedrich Ebert, 65 % des Français seraient favorables à la validation du budget national par Bruxelles. « L'acceptation d'une telle mesure en dit long sur la perte de confiance dans la capacité des États à tenir leur budget », commente Jérôme Fourquet, au nom de l'institut de sondage (*Les Échos*, 31/01/2010).

» DÉRAILAGE

La libéralisation du transport ferroviaire serait-elle préjudiciable à sa sécurité ? Guillaume Pepy, le président de la SNCF, l'aurait plus ou moins suggéré dans un courrier adressé au gouvernement l'année dernière, dont *Les Échos* ont révélé des extraits le 31 janvier. « Avec l'ouverture progressive à la concurrence, les acteurs se multiplient », rappellent nos confrères : « RFF (Réseau ferré de France) est devenu le gestionnaire des rails, l'EPFS (Établissement public de sécurité ferroviaire) s'occupe de la sécurité et de nouveaux exploitants privés arrivent petit à petit. Cette profusion entraînerait une dilution des responsabilités, à en croire la compagnie ferroviaire. » Or, les incidents seraient en hausse de 20 % depuis 2004.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
-
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone
- ✓ Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
 - France80 €
 - Étranger140 €
- Abonnement ordinaire
 - Un an125 €
 - Six mois70 €
- Abonnement de soutien
 - Un an150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
 - Un an70 €
- Outre-mer (un an)
 - DOM135 €
 - TOM165 €
- Étranger (un an)
 - Europe165 €
 - Autres pays178 €

□ SÉNAT

Euthanasie : un sursis

Promue par la commission des Affaires sociales du Sénat, l'euthanasie a été rejetée en séance plénière, à l'occasion d'un vote dépassant les clivages partisans traditionnels.

On l'a échappé belle... Le 18 janvier, la commission des affaires sociales du Sénat, que préside la centriste Mugette Dini, votait une proposition fusionnant des propositions centristes, socialistes, communistes et UMP et prévoyant « une assistance médicalisée, permettant, par un acte délibéré, une mort rapide et sans douleur », ce qui revenait tout bonnement à légaliser l'euthanasie. Gérard Larcher, président du Sénat, opposé à ce texte, ne cachait pas ses inquiétudes quant à la séance plénière du 25 janvier. Eh bien ! Ce jour-là, c'est la sagesse qui a guidé les comportements. L'article principal du texte a été vidé de sa substance après un débat animé, et à 3 heures du matin le 26 janvier, par 172 voix contre 143, un nouvel article était voté rejetant l'euthanasie.

Fractures politiques

Tugdual Derville, sur le blog de *Liberté politique*, nous apprend que vingt et un centristes sur vingt-neuf ont voté contre l'euthanasie, et que trois UMP ont voulu maintenir le texte criminel, s'unissant à toute la gauche dont Jean-Pierre Chevènement, mais sauf un socialiste et quatre communistes. Preuve que le débat dépasse les clivages partisans. Il faut ajouter que, la veille, le Premier ministre François Fillon avait exprimé son opposition dans une tribune du *Monde*. Xavier Bertrand, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, s'était aussi montré hostile. De même que Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, qui ne prenait pas part au vote, et Ségolène Royal. Tout laisse à penser que les opposants à l'euthanasie reprennent confiance. Ils ont désormais l'appui d'éminents professeurs comme Bernard Debré, alors que les médias accueillent de plus en plus



Pour les partisans de l'euthanasie, battus par 172 voix contre 143, ce n'est que partie remise...

de médecins se prononçant pour les soins palliatifs accompagnant le mourant. Notons aussi que la pétition "Stop à l'euthanasie", de l'Alliance pour les droits de la vie, a recueilli 56 000 signatures et que les sept cents figurants fauchés par la mort, vieillards et handicapés d'abord, puis gens bien portants - car tous sont vulnérables - et restés étendus dans leur linceul devant le Sénat le jour du débat, ont frappé les esprits et montré que lorsqu'on libère le "droit" de tuer on ne sait plus quand arrêter les conséquences.

Tout danger n'est pas écarté pour autant. Comme le dit Tugdual Derville, « la situation reste fragile, et l'on peut s'attendre à de nouvelles offensives pro-euthanasie. Sans doute la précipitation et l'ourtrance de l'ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité) [ont-elles], jusqu'à maintenant, joué en sa défaveur, musclant par son harcèlement la résistance dialectique des parlementaires et contribuant à organiser la résistance du monde des soins palliatifs et de multiples personnalités. [...] Quant au défi culturel, il reste entier. La culture de

la vulnérabilité qui englobe les soins palliatifs nécessite un engagement de tous : un solide investissement de l'État, de nouvelles évolutions dans la pratique médicale, davantage d'engagement bénévole et, finalement, un changement de regard sur les personnes dépendantes. »

Une affaire de foi ?

Il est bien évident que l'euthanasie menacera tant que sévira la loi Léonetti dont nous ne saurions trop dire l'ambiguïté. Le docteur Jean-Pierre Dickès, dans un communiqué de l'Association catholique des infirmières et médecins du 25 janvier, est très clair sur ce point : « Le combat pour la défense de la vie n'est pas terminé pour autant. Rappelons que la loi Léonetti considère l'hydratation des agonisants comme un traitement qu'il n'y a pas lieu de poursuivre chez les patients en fin de vie, cela étant assimilé à de l'acharnement thérapeutique. Telle est la grande tare de cette loi sur les soins palliatifs sur le plan législatif. Car plutôt que de laisser les patients se déshydrater lentement et mourir de soif, les tenants de la culture de mort affirment qu'il y a lieu d'en finir de manière plus expéditive. Il faut se préparer car l'an prochain nous les retrouverons à la même époque sur ce même créneau. » En fait tout débat dans ce domaine qui ignore les finalités chrétiennes de la vie aboutit à prendre indûment la place du Créateur. Ainsi, ce même 25 janvier, devant la commission chargée d'examiner le projet de loi bioéthique, a-t-on entendu des propos eugénistes effarants (cités par le *Salon beige*) dans la bouche d'Olivier Dussopt, député de l'Ardèche (département qui nous avait habitué à plus de pudeur et de bon sens) : « Quand j'entends que "malheureusement" 96 % des grossesses pour lesquelles la trisomie 21 est repérée se terminent par une interruption de grossesse, la vraie question que je me pose c'est pourquoi il en reste 4 %. [...] À titre personnel je m'interroge sur les motivations qui peuvent conduire des parents à faire ce choix. » Les nazis aussi naguère "s'interrogeaient"... ■

Michel Fromentoux

Renaissance sémantique

PEUT-ÊTRE l'engagement français en Afghanistan a-t-il contribué à relégué l'humanitarisme au second plan ? « Les armées, c'est fait pour faire la guerre », avait rappelé, en 2009, le général Jean-Louis Georgelin, alors chef d'état-major des armées (CEMA). Son successeur, l'amiral Édouard Guillaud, semble s'inscrire dans sa continuité. « Le spectre de la guerre ne peut être écarté », avait-il prévenu en septembre dernier, « la seule question étant », selon lui « la forme qu'elle prendra, de la crise hybride, voire baroque, au conflit majeur ». Répondant à son souhait, le ministre de la Défense, Alain Juppé, a officialisé, jeudi 20 janvier, la renaissance de l'École de guerre - nouvelle appellation du Collège interarmées de défense (CID). En 1993, dans le contexte de l'après-Guerre froide, celui-ci s'était substitué aux écoles supérieures de guerre des trois armées et de la gendarmerie, « avec pour mission spécifique de développer l'esprit interarmées et international », selon les explications de la Défense nationale. Sa 18^e promotion, baptisée "général De Gaulle", compte 336 stagiaires, dont 101 officiers étrangers représentant 72 nations. Au programme de leurs études : « stratégie, géopolitique, planification opérationnelle », mais aussi « éthique ». □



L'insigne de la nouvelle promotion de l'École de guerre pour l'Armée de l'air

MARCHE POUR LA VIE

Un succès sans précédent



LA SEPTIÈME Marche pour la vie fut, ce dimanche 23 janvier, un succès sans précédent, renforcée par le soutien de quinze évêques en exercice et dix émérites ainsi que du pape Benoît XVI en personne, lequel avait envoyé, avec sa bénédiction, un salut cordial aux marcheurs, exhortant « toutes les personnes engagées dans le combat pour la vie à contribuer avec constance et courage à instaurer une nouvelle culture de la vie, fruit de la culture de la vérité et de l'amour ». Marchèrent plus de 40 000 personnes de la place de la République à la place de l'Opéra, parmi lesquelles on reconnaissait, outre de nombreux ecclésiastiques,

Bruno Gollnisch, député français au Parlement européen, le professeur Jean-Claude Martinez, Xavier Lemoine, maire de Montfermeil, Patrick Louis, secrétaire général du Mouvement pour la France, Jean-Pierre Maugendre, président de Renaissance catholique, le docteur Xavier Dor, président de SOS tout-petits, ainsi que notre ami Paul-Marie Coûteaux et de nombreux représentants de l'Espagne, de la Belgique, de la Hollande et de la République tchèque. Défilaient aussi des représentants du Parti chrétien démocrate et du Parti pour la France. Tugdual Derville, délégué général de l'Alliance pour les droits de la vie, a pu écrire : « En France, c'est dans la rue que se mesurent encore les rapports de force, ou plus exactement de motivation. » C'est en effet là, dirons-nous, que l'on rencontre, mieux que dans les allées du pouvoir et les bureaux des états-majors du monde po-

litique, le pays réel - le pays qui veut vivre et qui veut se survivre, sans admettre que l'accueil des enfants à naître soit conditionné par la mentalité du temps.

Abroger la loi Veil

Le docteur Xavier Dor, se réjouissant dans un communiqué du succès de la Marche et du nombre croissant des marcheurs de trente-quarante ans venus en famille, ajoute : « On ne réglera pas le problème des retraites avec deux cent ou trois cent mille avortements par an, et en accumulant les embryons dans les congélateurs des laboratoires ! 170 000 actuellement selon les chiffres officiels impossibles à vérifier : quatre à cinq fois le nombre des marcheurs ! La vie humaine n'est pas tant un droit - qui serait fondé sur la dignité de l'homme - que la conséquence de l'acte créateur de Dieu, qui nous veut tous -

même ceux qui ne croient pas en lui - pour ses adorateurs au Ciel ! »

Cette énorme mobilisation des Français désireux de transmettre la France chrétienne au plus grand nombre de descendants a manifesté quelques jours après l'anniversaire de la criminelle loi Veil (17 janvier 1975) sa volonté de ne pas plus longtemps la législation française souillée par le droit de mettre à mort les enfants dans le sein de leur mère. Bien sûr nous sommes les premiers à dire qu'il faut d'urgence une audacieuse et généreuse politique familiale et d'aide aux mères en détresse pour réduire le nombre de femmes qui ont recours à l'avortement, mais tant que subsistera cette loi, elle fondera le "droit" de tuer ; le sort de tout-petits et des sans voix restera aléatoire et le concept subjectif de "détresse" aura son dos. Cette loi est une honte pour la France et doit être sans tarder abrogée. ■ M.F.

□ HOMOSEXUALITÉ

Le mariage et la Constitution

Le Conseil constitutionnel a officiellement tranché : il appartient au législateur de définir le mariage et, éventuellement, de l'ouvrir aux couples de même sexe. Ce que ne manqueront pas de réclamer moult politiciens...

Sans surprise, le Conseil constitutionnel a, dans sa décision du 28 janvier 2011, considéré que les articles 75 et 144 du Code civil étaient conformes à la Constitution. Il enterrait ainsi une fausse polémique juridique initiée par un couple de femmes, activistes homosexuelles, visant à se faire reconnaître un droit au mariage. C'est dans le cadre de la procédure de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) que les requérantes, soutenues par des organisations gays, arguaient que le Code civil violait la liberté individuelle, la liberté du mariage, l'égalité devant la loi et le droit de mener une vie familiale normale en réservant, implicitement, le mariage aux couples hétérosexuels.

La Cour de cassation constate un large débat

Pour certains commentateurs ayant autorité dans le domaine juridique¹, le fait que la Cour de cassation ait accepté de transmettre cette question prioritaire de constitutionnalité au Conseil constitutionnel était en soi assez surprenant. En effet, plusieurs conditions doivent être réunies pour que le Conseil soit saisi. Notamment, la question posée doit être nouvelle ou présenter un caractère sérieux. C'est ce dernier critère qui a soulevé quelques interrogations. Le caractère "sérieux" de la question a été soigneusement ignoré par la Cour de cassation, et pour cause : l'argumentaire juridique des requérantes ne semblait pas tenir la route et, en tout état de cause, se heurtait à la jurisprudence du Conseil constitutionnel relative au mariage et à la liberté d'action du législateur pour le définir. C'est donc sur le caractère de "question nouvelle" que la Cour s'est focalisée. Ce faisant, elle a fait preuve d'une certaine originalité en apportant une définition particulière à la "nouveau". En l'espèce, la Cour estime que la question posée est nouvelle car elle fait l'objet « d'un large débat dans la société ». On a pu commenter avec ironie cette définition de la nouveauté. Mais, en vérité, il s'agissait certainement pour la Cour de balayer les filtres qui interdisent l'accès au Conseil constitutionnel, afin que ce dernier puisse trancher la question et renvoyer le problème entre les mains du législateur.

Rien ne permettait d'espérer que le Conseil abroge les articles du Code civil incriminés. Car rien dans la Constitution n'aurait permis de considérer comme inconstitutionnel le fait de réserver le mariage aux couples hétérosexuels. Pas plus d'ailleurs que la Cour européenne des droits de l'homme, pourtant d'une audace



Rien n'aurait permis de considérer comme inconstitutionnel le fait de réserver le mariage aux couples hétérosexuels.

insupportable, n'a jamais eu le culot de condamner un État qui refuserait de reconnaître le "mariage" homosexuel. Le Conseil constitutionnel semblait d'ailleurs avoir lui-même tranché la question au sujet de l'homoparentalité en refusant de « substituer son appréciation à celle du législateur ».

Une fausse victoire

Sa réponse n'est donc pas une surprise. Il estime que « le principe d'égalité ne s'oppose ni à ce que le législateur règle de façon différente des situations différentes ni à ce qu'il déroge à l'égalité pour des raisons d'intérêt général » et que le législateur n'a pas violé la Constitution lorsqu'il a « estimé que la différence de situation entre les couples de même sexe et les couples composés d'un homme et d'une femme peut justifier une différence de traitement quant aux règles du droit de la famille ». Mais ce n'est pas absolument pas une nouveauté en matière de jurisprudence constitutionnelle.

Il ne faudrait pas voir, comme l'a fait Christine Boutin, cette décision comme une victoire. Les activistes homosexuels ont obtenu ce qu'ils souhaitaient : à un an de l'élection présidentielle, ils ont réussi remettre la question du "mariage" homosexuel sur le devant de la scène médiatique. Et, déjà, les futurs candidats martèlent leurs positions. Ainsi à gauche, où des déclarations quasiment unanimes ont condamné cette décision : de Jack Lang qui considère que « la loi française

est en retard » au PCF qui estime que « le Conseil constitutionnel [est] à contre-courant ». Seule Marine Le Pen s'est pour l'instant farouchement opposée au mariage homosexuel. Enfin, Act Up a dénoncé un « acharnement homophobe »².

Le Conseil constitutionnel n'a pas fermé la porte à l'éventuelle reconnaissance par la loi du "mariage" homosexuel, mais simplement transmis la pomme de terre brûlante aux députés. Ce n'est que justice ! Les réactions chargées d'indignation surjouées nous rappellent la poursuite du combat sur un autre terrain. Les tenants d'une saine doctrine familiale, ceux pour qui la famille est fondée par un père et une mère, pour qui l'enfant n'est ni un droit, ni une marchandise, et pour qui la liberté sexuelle ne prime pas l'équilibre des enfants, qui représentent ce qu'une génération a de plus précieux, devront le mener. D'autant que les sondages montrent que le long travail de propagande des activistes gays est en train de porter ses fruits. Mais, comme disait Péguy, « demander la victoire sans vouloir se battre, je trouve cela mal élevé ». Et les royalistes n'ont pas à rester à la marge de ce combat ! ■

Stéphane Piolenc

¹ « La QPC sur le "mariage homosexuel" : une question plus nouvelle que sérieuse ? » Jérôme Roux in *Recueil Dalloz*, 20/01/2011, n° 3.
² « Mariage homosexuel : une décision qui suscite l'indignation » *Le-monde.fr* avec AFP et Reuters, 28/01/2011.

AU FIL DE LA PRESSE



Pas de Mea Culpa républicain...

ALAIN FINKIELKRAUT, dans *Le Monde* daté des 23-24 janvier écrit : « Il nous faut assumer l'héritage contradictoire de Céline. Jamais un lycée de France ne doit porter le nom de Céline, mais je ne suis pas sûr qu'un tel écrivain ne doive pas faire l'objet de commémoration. Je suis surtout très inquiet des conséquences de cette décision, car cela va accréditer l'idée que le "lobby juif" fait la pluie et le beau temps en France. »

L'affaire du retrait, par le ministre de la Culture (lequel, découvrirait subitement l'antisémitisme de Céline en « relisant » (sic) ses *Bagatelles* !), de l'auteur du *Voyage au bout de la nuit*, de la liste des célébrations nationales, à l'occasion du jubilé de sa disparition, constitue le premier acte de ce mélodrame médiatique.

À l'origine de cet oukase, Serge Klarsfeld, qui vomit littéralement les « immondes écrits antisémites » de Céline. Henri Godart, célinologue averti, lui répond, dans le quotidien vespéral, que Céline était « un écrivain à deux faces. Que nous le voulions ou non, nous mettons l'accent sur une de ces faces, selon notre propre sensibilité ou plutôt [...] selon les moments. »

C'est bien dans l'esprit mécaniste de ces funestes temps orwelien : on réécrit le passé avec les fantasmes du présent. Dans *Causeur* (causeur.fr) du 22 janvier, Jérôme Leroy fustige ces robots ignares que Bernanos n'aurait pas moins épinglés : « Exclure ministériellement Céline de ces commémorations non seulement est une belle lâcheté politique mais aussi un contresens littéraire. C'est presque pire. »

Tandis que M^e Trémolet de Vilers dans *Présent* du 26 janvier, faisant état du remue-ménage que provoque cette censure dans la "république des lettres", pronostique que Céline va gagner « dix fois plus de lecteurs ». Bel exemple de ce que Jules Monnerot appelait l'hétérotélie, quand les fins atteintes sont contraires aux intentions de départ.

Le jeu de la France sarkozienne en Tunisie

L'actualité n'en finit pas de dérouler sa pelote, cette fois-ci, de l'autre côté de la Méditerranée, en Tunisie. De longs reportages et témoignages se sont succédés, ad nauseam, à longueur de TV, radio et journaux propitiatoires. Comme si d'aucuns voulaient expier le long silence gardé sur les exactions providentiellement exhumées de Ben Ali. À sa manière, le site *recherches-sur-le-terro-risme.com* commente cette hypocrisie : « Ainsi apprenons-nous que la Tunisie, pays adulé par nos hommes politiques, au point pour certains d'y être nés, n'est qu'une vulgaire dictature. Pour ne citer que quelques noms, nos Tunisiens de souche, comme Bertrand Delanoë, Claude Bartolone, Pierre Lellouche, Serge Moati ou le défunt Philippe Seguin, avaient oublié de nous le dire. »

L'ancien raïs doit se dire que les Français n'ont décidément pas la reconnaissance du ventre. En se laissant dicter par le secrétaire d'État, Hillary Clinton, l'interdiction d'accueillir le président déchu sur son propre sol (*Le Figaro* du 25 janvier), la France sarkozienne démontre à quel point elle est vilement inféodée aux intérêts américains qui cherchent, manifestement à faire le vide autour de l'Iran qui entretenait, jusqu'à présent, de bonnes relations avec la Tunisie, notamment sur le plan économique. Soutenue par Israël, la diplomatie américaine, dans le sillage des néo-conservateurs de l'ancien président Bush Jr., doit empêcher l'Iran d'accéder au nucléaire, quitte à déstabiliser ses plus ou moins proches soutiens du Maghreb (Algérie) ou du Machrek (Égypte, Syrie). Quitte à utiliser l'islamisme comme levier, ce qui, là encore, est une constante de la géostratégie de l'Onclé Sam, depuis le renversement du Shah d'Iran en 1979. □

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !



BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE X

□ BELGIQUE

Les cent jours, et après ?

La Belgique s'enfonce encore dans l'impasse... Le conciliateur Johan Vande Lanotte ayant jeté l'éponge, le roi a repris ses consultations, ouvertes cette fois-ci aux libéraux, qui viennent d'élire leur nouveau président.

Les Belges sont soumis au régime de la douche écossaise. Le même jour, ils apprennent que pour Johan Vande Lanotte, le conciliateur royal, et Justine Héning, la championne de tennis, c'est la fin de partie. Politique et sport se confondent. Caricaturistes et éditorialistes, volontairement, entremêlent dessins et commentaires : « *Justine Vande Lanotte arrête* », porte comme légende la caricature de Kroll dans *Le Soir*. Dans le même journal, un chroniqueur enchaîne les propos de Johan Vande Lanotte et les paroles de Justine Héning, regrets et adieux, jusqu'à ce qu'on ne puisse les distinguer.

La honte !

Au-delà de l'ironie désenchantée, chacun est conscient de l'impasse dans laquelle se trouve la Belgique. La une du *Morgen*, le quotidien socialiste flamand, affichait « *la honte* ». Celle du *Soir*, « *pas de compromis, pas de pays* ». Les cent jours (quatre-vingt-dix-neuf pour être précis) de Johan Vande Lanotte ont abouti à un constat d'échec total. Le roi a repris ses consultations. Cette fois en incluant les libéraux ostracisés depuis le début de la crise. Des libéraux qui se sont choisis un nouveau président. Une élection interne s'est déroulée avec deux



Qui reste-t-il pour agiter ce drapeau ?

candidats. C'est Charles Michel, trente-cinq ans, actuel ministre de la Coopération, fils de Louis Michel, ancien ministre des Affaires étrangères et ancien commissaire européen, qui l'a emporté. Élection disputée avec une participation élevée. Avec près de 55 % des voix, le succès fut acquis, non le triomphe. Il va falloir recoudre au sein de la famille libérale, après avoir taillé. Si les libéraux se trouvent à la table des

négociations, ce sera donc Charles Michel, et non plus le vice-Premier ministre et ministre des Finances Didier Reynders, qui sera à la manœuvre. Y a-t-il encore une carte libérale à jouer ? Peut-être, dans la mesure les nationalistes flamands de la NVA et les libéraux partagent des conceptions économiques assez proches. Reste que pour la question institutionnelle, on voit mal les bases d'un concordance.

Charles-Henri Brignac

Or, du côté de la NVA, on l'a répété sur tous les tons : « *Nous sommes en faveur de la constitution d'un gouvernement, mais à condition qu'avant de voir le jour il ait en poche un accord institutionnel* ». Aussi les politologues affichent-ils leur scepticisme. De plus en plus, l'hypothèse de nouvelles élections prend le pas sur toutes les combinaisons gouvernementales possibles. Mais on s'accorde pour dire qu'après des élections, l'impasse subsistera. D'où l'éventualité d'un référendum... proscrit par la constitution. Les Belges veulent-ils scinder la Belgique ? La réponse serait sans doute non. Mais la Belgique des uns sera-t-elle celle des autres ?

La fuite à l'étranger

Parmi les signes avant-coureurs de la dislocation, on relève que des centaines de Belges ayant un ancêtre luxembourgeois se rendent au Grand-Duché pour demander à être naturalisés, comme les y autorise une loi récente. Pour conclure par là où nous avons commencé, le tennis et la politique, nous enregistrons deux records. Le premier, réjouissant, avec le grand chelem de Kim Clijsters à Melbourne ; c'est le plus remarquable retour effectué dans l'histoire du tennis. Le second, désespérant. La crise gouvernementale belge, par sa longueur, décroche la timbale dans le livre Guinness. Il y a un peu plus de huit jours, de 34 à 50 000 Belges défilaient dans les rues de Bruxelles pour demander un gouvernement. Nous comptons y consacrer un long article. Ces quatre lignes suffisent pour nous en souvenir. Si l'on s'en souvient encore... ■

Remontrances européennes

LE MOIS DERNIER, la France a fait l'objet de deux remontrances publiques émanant de la Commission européenne. En cause : d'une part, le projet d'aide fiscale aux assureurs gérant des contrats "solidaires et responsables", où l'état de santé ne devait pas interférer avec le montant de la prime ; d'autre part, le régime de TVA proposé aux agences de voyages, autorisées à s'échanger des forfaits où le même taux pouvait s'appliquer à tous les services inclus, quelle que soit la nationalité du prestataire. ■



Le Berlaymont, siège de la Commission européenne à Bruxelles

Menaces sur l'Outre-mer

L'Outre-mer s'inquiète des accords commerciaux négociés par l'Union européenne.

DANS UNE PROPOSITION de résolution, les sénateurs Serge Larher (apparenté au groupe socialiste) et Éric Doligé (UMP) réclament des compensations censées « *préserver la fragile production agricole* » des régions ultra-périphériques (RUP). En cause : un accord avec les pays andins et l'Amérique centrale, qui devrait être ratifié cette année.

Selon les parlementaires, l'Union aurait obtenu « *des avancées majeures, à savoir la fin des barrières douanières pour ses industries, surtout l'automobile, et un meilleur accès aux marchés péruvien et colombien des vins et spiritueux et des produits laitiers* ». En contrepartie, expliquent-ils, « *les deux États andins ont obtenu pour leur part une amélioration du potentiel d'exportation de bananes, de sucre, de rhum et d'autres produits agricoles* ». Or, « *l'économie agricole des RUP françaises est extrêmement dépendante de ces productions* ».

D'ores et déjà, le Parlement européen annonce la fin de la "guerre des bananes" : « *L'Union européenne mettra progressivement un terme au traitement préférentiel dont bénéficient les exportateurs de bananes des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)* », explique-t-il dans un communiqué. « *En échange, les pays d'Amérique latine ont accepté de mettre fin aux litiges en suspens introduits à l'encontre de l'UE auprès de l'OMC et ne tenteront pas d'obtenir des réductions tarifaires supplémentaires sur les bananes dans le cadre du cycle de Doha* ».

Les députés réclament une étude d'impact

Reste à préciser les dispositions qui viendront en aide aux producteurs des régions ultra-périphériques. En la matière, le rapporteur désigné par l'assemblée, l'Italienne Francesca Balzani, juge insuffisantes les propositions de la Commission. Laquelle est appelée, par une commission parlementaire, « *à présenter, dans les meilleurs délais, une étude d'impact sur les effets de l'accord pour les producteurs de bananes des pays en développement et des régions ultra-périphériques* ». Mieux vaut tard que jamais. ■ G.D.

PSDC

Un "gaulliste" à Bruxelles

ALAIN JUPPÉ s'est rendu à Bruxelles le 27 janvier. Ce faisant, conformément aux priorités qu'il avait exposées en présentant ses vœux au personnel de la Défense, le ministre entendait « *redonner des couleurs à l'Europe de la Défense* ». Laquelle, dans son acception la plus stricte (autrement dit, dans le cadre de l'Union européenne), semblait boudée par Paris, en pleine idylle avec Londres.

Reprenant le refrain des gaullistes plus ou moins reconvertis dans la quête d'une Europe puissance, Alain Juppé a martelé que le Vieux Continent « *ne [pouvait] prétendre à un rôle au niveau international [s'il n'était] pas en capacité d'assurer sa sécurité de manière autonome* ». Incantation somme toute gratuite, que seule la crise finira, peut-être, par enraciner dans quelque timide réalité.

À la faveur des restrictions budgétaires, en effet, la "mutualisation" est dans toutes les bouches, sinon dans tous les esprits. Mais l'Allemagne vient de renoncer à treize des cinquante-trois Airbus A400M qu'elle avait commandés. Quant aux Suédois, « *ils achètent US et font la nique à l'hélicoptère européen* » selon le constat de notre confrère Nicolas Gros-Verheyde, visiblement désabusé.

Réunis à Bruxelles le 31 janvier, les ministres de la Défense de l'Union européenne ont adopté des conclusions sur la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), réduites à trois paragraphes - ce qui nous épargnera, pour une fois, le verbiage inutile propre à ces documents. Ils invitent M^{me} Catherine Ashton, Haut Représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, à plancher sur les axes de travail que lui avaient soumis la France, l'Allemagne et la Pologne (le triangle de Weimar) en décembre dernier : renforcement des capacités industrielles ; amélioration de la coopération UE-Otan, plombée par le différend opposant Chypre et la Turquie ; mise en place de capacités permanentes de planification et de conduite des opérations, à défaut d'un véritable état-major, récusé par les Britanniques ; élargissement des missions potentielles des groupements tactiques, qui pourraient intervenir pour des opérations humanitaires - ce qui leur donnerait, certes, un semblant d'utilité. En définitive, l'adoption d'un accord-cadre avec le Monténégro apparaît comme le seule avancée tangible réalisée par la PSDC en ce début d'année. □

Grégoire Dubost

Enquête au Kosovo

LA MISSION européenne de police et de justice au Kosovo a ouvert une enquête préliminaire sur le trafic d'organes imputé à des membres de l'UCK, et plus précisément au Groupe de Drenica dirigé alors par l'actuel Premier ministre du Kosovo, Hashim Thaçi (cf *L'Action Française 2000* du

6 janvier). Cette enquête fait suite à l'adoption, le 25 janvier par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, du rapport du conseiller aux États suisses Dick Marty.

Selon ce rapport précédemment adopté en commission, des combattants séparatistes de l'UCK ont assassiné, durant la guerre du Kosovo, plusieurs centaines de prisonniers serbes afin de prélever leurs reins pour en faire commerce. ■ G.C.M.

ÉGYPTTE

Un jeu d'apprentis sorciers

La révolte gronde en Égypte, où l'Amérique semble souffler sur les braises, au risque de précipiter vers le chaos un pays prospère, mais aussi un pilier du fragile équilibre du Proche-Orient.

L'Égypte n'est pas la Tunisie, même si certains, à Paris et Washington, voudraient comparer leur situation. L'Égypte, pays phare du monde arabe, avec plus de 80 millions d'habitants (dont au moins 15 % de chrétiens), une armée forte de 500 000 hommes bien équipés (grâce, en partie, à l'aide militaire des États-Unis), est une puissance régionale qui compte sur le plan international. Elle se portait bien sur le plan macro-économique : taux de croissance de 6 % prévu pour cette année, budget équilibré, dette extérieure raisonnable, inflation contenue. Le pays dispose de véritables ressources : le tourisme, en croissance exponentielle, mais aussi le gaz, le pétrole et les redevances du canal de Suez. Il dispose surtout d'une élite remarquable, à même de le diriger et de le réformer.



Le Caire, le 29 janvier

En paix avec Israël

L'Égypte, par sa paix courageuse avec Israël, et bénéfique pour les deux parties, est devenue le pilier de l'équilibre si précaire du Proche-Orient. Qu'elle bascule dans le chaos, l'anarchie et l'islamisme radical, et toute la région s'embrasera. L'affaire égyptienne est trop sérieuse. Félicitons-nous de la prudence française. Elle contraste avec la politique d'apprentis sorciers de Washington. Il y a une semaine, le mouvement contestataire était limité. Au plus, quelques centaines de jeunes, manifestant, souvent avec des raisons valables, leur mécontentement, leur désir de trouver un emploi digne, le souhait de s'exprimer plus librement. Malgré une police très présente, le régime n'était pas totalitaire, loin de là. Il a fallu le discours imprudent du président Obama, manifestant son soutien aux protestataires, et pressant le pouvoir égyptien d'« organiser la transition - ce qui pouvait signifier la fin du soutien au président Hosni Moubarak -, pour que le pays bascule dans le désordre. M^{me} Clinton a fait le reste, ne cessant d'exiger qu'on laisse libre cours aux « manifestants démocratiques ». Dès lors, les Frères musulmans, minorité très structurée, ont pris les choses en main. Avec les méthodes islamistes habituelles : la presse occidentale parle d'une centaine de morts. Parmi eux se trouvent au moins vingt policiers lynchés. Une soixantaine de commissariats ont été incendiés, dont douze au Caire. Le musée historique de la capitale, trésor de l'humanité s'il en est, a été attaqué et en partie pillé, probablement par des nervis islamistes qui ne cessent de fustiger le passé pré-islamique de l'Égypte et condamnent l'"idolâtrie" consistant à lui rendre hommage.

Selon des informations de bonne source, de nombreux activistes du Hamas palestinien auraient profité du désordre pour pénétrer dans le pays par le Sinaï afin d'encadrer les émeutiers. En apportant un soutien ostentatoire à ce mouvement, l'administration Obama n'est-elle pas en train de répéter la désastreuse politique de Carter, qui avait fabriqué le mouvement khomeyniste et allumé le feu islamiste ? Beaucoup le disent outre-Atlantique.

Proscrire le feu

Au moment où nous écrivons, ce lundi 31 janvier au début de la soirée, plusieurs constatations s'imposent. Le président Moubarak - n'oublions ni ses quatre-vingt-deux ans, ni sa santé déclinante - a réussi à éviter le pire et tient bon sans avoir donné l'ordre d'intervenir brutalement. Depuis ce lundi matin, la police, devenue invisible au Caire, à Alexandrie et à Suez, est de retour. Il est à espérer qu'avec le soutien de l'armée, qui bénéficie de la sympathie de la population, elle pourra mettre fin aux pillages et aux exactions. Le choix d'Omar Souleiman, le patron de la sécurité extérieure, très respecté et réputé pour son intégrité, comme vice-président, donc successeur potentiel, et du général à la retraite Ahmed Shafik, ancien ministre de l'Aviation, lui aussi respecté de tous, comme Premier ministre, a été judicieux. C'est une politique de changement dans la continuité qui se dessine. Depuis quarante-huit heures, sans recours à la violence, l'armée commence à quadriller la capitale - vingt millions d'habitants, la plus grande ville du monde. On tentera sans doute de pousser les forces de l'ordre à faire usage du feu. Si elles réussissent à l'éviter,

le pari du président et des chefs militaires, qui semblent prendre les choses en main, pourrait être gagné et la situation commencer à se normaliser. Dans le cas contraire, le pire est à craindre, c'est-à-dire un bain de sang, ou l'effondrement brutal du régime, et une dictature islamiste qui bouleversera la donne en Orient en provoquant un déséquilibre fondamental. Il serait souhaitable, croyons-nous, d'apporter un soutien vigilant aux efforts du président Moubarak, de son vice-président et du Premier ministre. Cela éviterait le chaos, l'effondrement de l'économie égyptienne et une nouvelle poussée islamiste. Les réformes nécessaires, souhaitées par la population, pourraient, dès lors, être engagées dans l'ordre et la sérénité. Il faudra surtout se méfier des gens tels que M. ElBaradeï, cheval de Troie des ayatollahs de Téhéran et "mandataire" (sic) depuis quelques heures des Frères musulmans, ou de M. Tarek Ramadan, théoricien de l'islamisme le plus radical, qui se répand dans les médias occidentaux avec un langage devenu soudain modéré et raisonnable qu'on ne lui connaissait pas jusqu'à présent. On pourra peut-être voir plus clairement, à la fin de la journée de mardi, où les "Frères" et autres opposants ont appelé à une manifestation et voudraient faire descendre un million de personnes dans les rues et, peut-être, provoquer l'irréparable. La réussite de l'équipe actuelle, Moubarak, Souleiman, Shafik, avec le soutien de l'armée, semble être la seule issue raisonnable pour sortir de la crise et remettre l'Égypte sur la voie de la stabilité et des changements souhaitables. Évitions surtout de jouer avec le feu. ■

Pascal Nari

TUNISIE

LE DANGER SE PRÉCISE

Saluée comme une avancée vers davantage de démocratie, le départ du président Ben Ali pourrait précipiter le pays vers l'abîme.



ON EN SAIT un peu plus sur les événements qui ont abouti au départ du président Ben Ali. Après les manifestations, d'abord limitées, contre la vie chère et le chômage des jeunes diplômés, et les interventions assez maladroites du président à la télévision, c'est l'ambassadeur américain à Tunis qui l'aurait pressé de partir afin d'assurer une « transition pacifique » vers la « démocratie ».

Des islamistes qui se dévoilent

Les prises de position de Washington et la très vive campagne de la presse et surtout des télévisions françaises contre le régime tunisien ont fait le reste : les manifestations, encadrées par les islamistes et les communistes, ont pris l'ampleur que l'on sait. C'est à ce moment que, de Paris, par le journal *Le Monde*, a été lancée la rumeur de transfert des stocks d'or de la Banque nationale de Tunisie à l'étranger par M^{me} Ben Ali. La rumeur, transformée sur place en certitude, a porté un coup décisif au régime. Si les abus de toutes sortes et les actes répréhensibles de la famille de la (seconde) épouse de l'ex-président ne semblaient pas sans fondements, et méritaient sans doute enquête et suites judiciaires, cette information-là était totalement fautive. Tout l'or de l'Institut d'émission de Tunisie se trouve aux États-Unis, à Fort Knox. Mais le mal était fait. C'est également à ce moment que M^{me} Clinton, secrétaire d'État américain, en déplacement au Proche-Orient, a appelé directement - le fait est confirmé, le conditionnel ne convient donc pas - le chef de l'état-major général de l'armée tunisienne pour le dissuader d'intervenir pour rétablir l'ordre. Le sort de Ben Ali était ainsi fixé. Pour calmer la rue, le Premier ministre Mohamed Ghannouchi a été amené à changer quatre ministres appartenant au parti de l'ex-président. "La rue", un petit nombre de manifestants actuellement, ne semble pas devoir se calmer. Car, fait important, Rached Ghannouchi, le chef des islamistes tunisiens - homonyme du Premier ministre, mais sans aucun lien de parenté avec lui -, qui se trouvait en exil à Londres, est rentré au pays le 30 janvier. Il a été accueilli par une foule importante, dont les images ont été grossies par les télévisions, tant les chaînes françaises qu'*Al-Jazira*.

Rached Ghannouchi est le leader d'Al-Nahda, section tunisienne des Frères musulmans, bien qu'il déclare s'en être éloigné. Pour simplifier les choses, disons qu'il est le Khomeyni tunisien, bien qu'il s'en soit défendu aussi, mais n'oublions pas les déclarations soufflées à Khomeyni, lorsqu'il était à Neauphle-le-Château, en faveur de la démocratie, des droits de l'homme, de l'égalité hommes-femmes. Chez les Islamistes cela s'appelle *Taghieh* : cacher ses convictions pour parvenir à ses objectifs et changer d'attitude après. Soutenus par l'extrême gauche communiste, principale force politique du pays après la disparition du parti du président Ben Ali, les Frères musulmans d'Al-Nahda pourraient être les vainqueurs du scrutin "démocratique" des mois prochains. La suite n'a pas besoin d'être décrite. Les femmes voilées apparaissent déjà de plus en plus dans les rues tunisiennes, le cri d'*Allah-o-Akbar* aussi....

Effondrement...

La Tunisie avait l'économie la plus prospère de la région sur le plan macro-économique : un taux de croissance voisin de 6 %, une dette souveraine et un déficit budgétaire maîtrisés, une monnaie stable, des conditions d'accueil idéales pour les investissements et les touristes étrangers. Le FMI, dont le directeur M. Strauss-Kahn n'est pas de droite, venait, il y a peu, de lui décerner le brevet du meilleur élève du continent africain. Tout risque de s'effondrer. Le tourisme faisait travailler et vivre un million de personnes, sur les dix millions six cent mille tunisiens. Mais il n'y a plus de touristes et peu de chance qu'ils reviennent de si tôt. Les investisseurs étrangers envisagent de plier bagage. Le chômage et la pauvreté menacent donc de s'installer à très brève échéance dans ce pays prospère et paisible malgré ses problèmes que l'on aurait pu aider à résoudre autrement. La dégradation de la situation économique ouvrira un boulevard aux islamistes. Voilà pourquoi l'inquiétude et la vigilance s'imposent. Car le danger, loin de s'éloigner, se précise. □ P.N.

TUNISIE

Paroles
d'un prince

SAR le prince Fayçal Bey, que nous avons reçu à l'Institut d'Action française il y a quelques années, est l'aîné des arrière-petits-fils de Lamine 1^{er}, le dernier bey de Tunis. Il confie à *Point de Vue*, du 26 janvier, qu'il suit de très près les événements de Tunisie, mais déclare-t-il, « je suis plutôt optimiste. Et surtout j'ai confiance dans la maturité du peuple tunisien, qui n'est pas d'un naturel violent. L'armée a joué un rôle salutaire et capital. C'est une véritable armée nationale, qui a montré son sens du devoir. »

Le prince craint-il une récupération ? Il pense que « le désordre ferait le jeu des forces obscurantistes et contre-révolutionnaires [...] Les manifestations ont été populaires et spontanées. Même les partis d'opposition ne s'attendaient pas à une telle ampleur. [...] C'est davantage une révolution laïque, une révolution de la jeunesse, qu'une révolution à l'iranienne. Le plus important maintenant est de reconstruire le pays sur des bases saines. »

Se disant « très fier d'être tunisien aujourd'hui » et « s'inclinant devant la centaine de personnes qui y ont perdu la vie », il annonce qu'il se rendra dès que possible en Tunisie, ajoutant : « Je voudrais demander à tous nos amis français d'exprimer leur solidarité active en retournant nombreux et très vite visiter notre pays. Finalement je crois que cette épreuve a constitué pour la Tunisie un capital de sympathie qu'aucune campagne de publicité n'aurait pu lui gagner ! Je dis à tous mes amis : le soleil et le ciel seront encore plus beaux. Ils respireront un nouveau parfum de liberté. » □

ÉTATS-UNIS

Reagan, icône américaine

Ronald Reagan aurait eu cent ans le 6 février prochain. L'Amérique ne manquera pas de célébrer cet anniversaire, tout particulièrement dans les rangs républicains échaudés par la politique de Barack Obama.

Cette année 2011 aurait pu être officiellement l'année Ronald Reagan. Si l'Amérique avait gommé ses tendances naturelles à l'ingratitude. Et si l'establishment était parvenu à bâillonner ses pulsions sectaires... Dimanche prochain, 6 février, marquera le centième anniversaire de la naissance du quarantième président des États-Unis.

Une double révolution

Déjà, le 20 janvier dernier, les fidèles parmi les fidèles soufflèrent trente bougies, car ce jour-là marquait un autre anniversaire : en 1981, un modeste acteur de série B de soixante-dix ans (ou presque) entra à la Maison Blanche pour un double mandat et une double révolution - nationale et conservatrice. C'était beaucoup aux yeux d'une gauche aigrie. C'était trop pour ceux qui allaient exécuter Reagan, coupable de "passéisme inconsistant". On comprend le silence autour de son destin : il dérange. Son legs exhumé ne pourrait que flétrir les pâles résultats de l'"élite" au pouvoir. L'oubli est plus sûr.

Mais comment oublier le plus réformateur des présidents depuis Franklin Roosevelt (1933-1945), le plus grand des républicains depuis Theodore Roosevelt (1901-1909) et le plus emblématique des conservateurs depuis Calvin Coolidge (1923-1929) ? Reagan s'offrit d'emblée le luxe d'une définition puisée aux extrêmes : il fut à la fois le plus âgé et le plus novateur des chefs d'État américains. Mieux : en 1981, il saisit les rênes grâce à une belle victoire électorale et les lâcha huit ans plus tard sur un éclatant triomphe populaire. Une ferveur plus grande à l'arrivée qu'au départ : rare trophée. En se durcissant sur le plan militaire, Reagan désorienta l'URSS et précipita



son implosion ; en luttant contre la pression fiscale, il remit l'État fédéral dans son cadre constitutionnel ; en retrouvant les valeurs ancestrales, il ressuscita un néopopulisme sans frontières partisans ; et en cultivant son sens du dialogue, il parvint à réunifier son parti tout en obligeant le parti adverse à se redéfinir.

Une place d'excellence

Parmi les présidents modernes, seul John Kennedy dépasse - de peu - Reagan dans les sondages. À l'issue d'un symposium, soixante-cinq historiens lui attribuèrent le huitième rang dans la succession des chefs de l'exécutif. Huitième sur quarante-quatre : une place d'excellence au Panthéon national. D'ailleurs, cette nation n'est pas dupe du silence des autorités : au cours de cette année, elle montrera sa propre ferveur au centenaire. Dans beaucoup d'universités se réuniront des spécialistes qui analyseront le message reaganien ; l'un des plus beaux

musées de Washington, la National Portrait Gallery, s'apprête à ouvrir une exposition qui montrera le héros du moment sous tous les angles photographiques ; dimanche prochain, le *Super Bowl* (championnat de football) débuttera par la diffusion, en plein stade et sur écran géant, d'une vidéo rassemblant les moments forts d'une présidence ; en septembre, près de 20 000 lycéens commenceront à distribuer dans tout le pays une pièce de monnaie à l'effigie de Reagan ; enfin, une ville vibrera tout au long de l'année à travers des commémorations en cascade : Tampico, dans l'Illinois. C'est là que le futur président vit le jour.

Famille d'origine irlandaise. Jack, le père, pétri d'un robuste fatalisme, vend des chaussures ; Nell, la mère, nimbée d'une foi ardente, supplie la Providence de leur envoyer l'argent du foyer. Années difficiles. Au lycée, Ronald brille surtout sur les stades ; il devient serveur de restaurant et surveillant de piscine pour payer

des études qui font de lui un diplômé en sociologie. En 1932, en pleine dépression économique, Reagan décroche son premier salaire devant un micro : chroniqueur sportif. Cinq ans plus tard, il passe à l'écran : une trentaine de films, beaucoup de rôles insignifiants, quelques louangeuses critiques. À Hollywood, Reagan apprend un art précieux qui lui servira : la prestance. Pendant la guerre, il réalise des courts-métrages pour l'entraînement des aviateurs, se lance dans le syndicalisme, puis anime pendant huit ans une émission télévisée pour General Electric. Il entre en politique en 1964. Trois étapes le mèneront à la Maison Blanche. D'abord, un retentissant discours lors de la convention de Barry Goldwater (qui échouera contre Lyndon Johnson) ; ensuite, deux mandats comme gouverneur de Californie ; enfin, la victoire sur le pâle Jimmy Carter.

Lyrisme et confiance

Reagan redora le blason du pouvoir exécutif, qui retrouva une aura teintée de lyrisme, de confiance et de dignité. Mais le sceau de ce pourfendeur du néolibéralisme a laissé bien d'autres empreintes : la solidité de ses convictions conservatrices, son rappel constant des valeurs nationales, sa foi inébranlable dans le destin de l'Amérique. Sans chercher à s'adapter à l'opinion ambiante, il devint populaire parce qu'il campa fermement dans ses certitudes : respect de la Constitution, défense des libertés, lutte contre l'impôt, protection de la famille et de la vie, glorification du travail et de l'initiative individuelle. L'ancien acteur ajouta à cette panoplie le plus éclatant aspect de son tempérament : l'optimisme et son cousin germain, l'humour. En 1981, Reagan fut gravement blessé lors d'une tentative d'attentat. Pendant sa convalescence, un de ses collaborateurs voulut le rassurer : « Vous serez heureux d'apprendre, lui dit-il, que pendant votre absence, le pays fut bien gouverné. » Et Reagan de rétorquer : « Qu'est-ce qui vous pousse à croire que cela me fait plaisir ? » ■

Philippe Maine

Le Liban
dans la tourmente

DÉJÀ MISE EN ŒUVRE, avant la chute du communisme, en Iran ou en Afghanistan, l'instrumentalisation du fondamentalisme religieux perdure, attisée par la surenchère médiatique. Sous prétexte de "démocratisation" s'opère une régression économique, culturelle et sociale face à la multiplication des multinationales hégémoniques. Ce marasme procure un terrain favorable aux courants proposant un palliatif. La religion, en particulier un islam incapable de dissocier le temporel du spirituel, devient un vecteur de déstabilisation battant en brèche les systèmes nationalistes traditionnels.

L'attentat du 11 septembre 2001 permit l'intervention militaire en Afghanistan. On l'a attribué à Al-Qaïda, dont le dirigeant,

Oussama ben Laden - un ancien agent de la CIA -, n'apparaît que sur *Al Jazeera*. Située au Qatar, cette chaîne serait financée par des sources occultes, ce qui expliquerait son évolution vers l'islamisme. Parallèlement, l'invasion de l'Irak et la destitution de Saddam Hussein embrasèrent toute la région.

Le Liban fut artificiellement pacifié en 1990 à l'issue des accords de Taëf. Sa sécurité interne devint exemplaire - à tel point que les responsables roumains firent appel à leurs homologues libanais pour assurer la sécurité du sommet de la Francophonie à Bucarest. Mais le pays replongea vite dans la guerre. Le 14 février 2005, l'ancien Premier ministre Rafiq Hariri, de confession sunnite, fit l'objet d'un attentat. La Syrie fut pointée du doigt, alors qu'elle avait été encouragée à occuper le pays du Cèdre et à y instaurer un régime qui lui était inféodé. Deux courants politiques émergèrent : la coalition du 8 mars, à dominante

chiite, dirigée par le Hezbollah (la seule milice autorisée par les accords de Taëf), et celle du 14 mars, à dominante sunnite, constituée d'anciens pro-syriens. Les chrétiens se retrouvèrent de part et d'autre. Cela les préserva, tandis que les Druzes, rangés dans un premier temps du côté du courant du 14 mars, essayèrent une défecte en 2007 en s'opposant au courant du 8 mars, minoritaire mais armé.

Un tribunal controversé

Le 12 juillet 2006, Israël intervint militairement sous prétexte de répondre aux attaques de roquettes du Hezbollah, et pour récupérer deux soldats qu'il avait enlevés, détruisant les infrastructures reconstruites. Devenu le porte-parole de la communauté chiite protégée par l'Iran, le Hezbollah fut accusé d'avoir provoqué ce désastre, après avoir bénéficié, en 2000, d'une gratification populaire lors du retrait de Tshal de

la quasi-totalité du Sud-Liban. Une vive tension l'opposa aux Sunnites du courant du 14 mars en mai 2007. Cependant, un gouvernement d'union nationale fut constitué le 11 juillet 2008.

Les investigations du tribunal spécial pour le Liban ont ravivé les tensions. L'attribution de l'assassinat de Rafiq Hariri à une partie, notamment le Hezbollah, provoquerait une confrontation armée entre sunnites et chiïtes, au risque d'embraser toute la région, jusqu'en Irak, et de mettre en cause le régime syrien, fragilisé par la poussée islamiste. La "justice internationale", enquêtant sur un crime dont les commanditaires sont loin d'être identifiés (il est rare de déterminer les responsables de crimes politiques à l'instar de l'assassinat de Dag Hammarskjöld, de John Kennedy, de Benazir Bhutto...), atteindra-t-elle son objectif de paix ou provoquera-t-elle une guerre sans merci ? ■

Élie Hatem

HOMMAGE

J. Dutourd écrivain français

Jean Dutourd s'est éteint le 17 janvier dans sa 92e année. Nous remercions Alain Paucard – qui l'a bien connu – d'avoir bien voulu lui rendre hommage dans nos colonnes.

Jean Dutourd a demandé qu'on inscrive sur sa tombe « écrivain français » et ce n'est pas par patriotisme, nul besoin de le prouver. Écrivain, cela veut dire écrivain, c'est-à-dire, celui qui subordonne sa vie à son œuvre. Français, en adjectif, cela signifie : enraciné dans sa langue, la langue de l'universalité française, dans sa tradition qui fait que l'âme française est une cathédrale gothique, un tableau de Fragonard ou un poème de Baudelaire, mais pas une mesure de Le Corbusier, une colonne de Burén ou un "vers" de rap.

L'inventeur du nouveau roman

Jean Dutourd a pratiqué tous les genres littéraires : le roman, la nouvelle, l'essai, le libelle, la chronique, le théâtre, etc. Il a écrit également des "machins", c'est ainsi qu'il les désignait, des textes qui prennent la forme d'un roman quand c'est un essai et d'un essai quand il s'agit de textes sortis de son bon plaisir, comme *Un ami qui vous veut du bien*, *petit manuel à l'usage des auteurs de lettres anonymes* ou *Ça bouge dans le prêt-à-porter*, *traité de journalisme*, plutôt une mise en boîte des nouveaux lieux communs. Il a inventé le nouveau roman avant le nouveau roman - *Le Déjeuner du lundi* ; il a refait les dialogues de Diderot - *Les Horreurs de l'amour*, roman, son chef-d'œuvre, un des plus beaux romans du XX^e siècle que Gainsbourg lui avoua admirer. Bref, il a tout fait, tout écrit, notamment cinquante ans de chroniques, critiques de cinéma, de théâtre, de télévision si justes parce que parlant d'autre chose jusqu'à ce que ces chroniques parlent du seul sujet vraiment intéressant, de tout et de rien, vaste fresque à rééditer *in extenso* pour faire concurrence à *Monsieur Nicolas* et aux *Chro-*



niques de l'œil-de-bœuf. Il s'est décrit, entre six et treize ans, dans un autre chef-d'œuvre *Jeannot*, *mémoires d'un enfant*, non pas de manière anthropomorphe mais sous les traits d'un enfant réellement enfantin.

Qui dit mieux ?

Et *Au bon beurre* ? Et ce brûlot si peu républicain *Le feld-maréchal von Bonaparte* ? Et son gaullisme intransigeant qui va des *Taxis de la Marne* à *Conversation avec le général* ? Et la Résistance ? Et la Libération et ses suites dans *Le Demi-solde* ? Et son amitié avec Aragon, qui les fit voler ensemble vers Moscou en 1957 (*Les Voyageurs du Tupolev*) ? Et son soutien aux amis en mauvaise posture, de Jean Tibéri aux Serbes ? Et son Club des Ronchons ?

La vérité, c'est que Dutourd est bien trop grand pour être résumé. Sa statue est déjà érigée. Ce sont ses soixante-quinze ou quatre-vingts bouquins - on ne compte plus - avec une seule phrase sur le socle : Qui dit mieux ? La seule citation que je m'autorise vient du Manifeste ronchon (*Loin d'Edimbourg*) : « Il faut [...] être un albatros. Mais un albatros doué de la parole, qui engage les hommes d'équipage. Nos ailes de géant nous empêchent de marcher, d'accord : ce n'est pas une raison pour se taire, c'est-à-dire pour laisser le dernier mot à la bêtise et au crime. » ■

Alain Paucard

✓ Alain Paucard est l'auteur, notamment, de *Dutourd l'incorrigible* (éditions Flammarion).

Paris en bandes dessinées

PARIS, passage du Rendez-vous, 12^e arrondissement. C'est à cette adresse qu'en 1954, peu après la mort de son mari, ancien héros de la Résistance, dans des conditions mal expliquées, Édith Hardy ouvre une agence de détective privé. Bientôt, le directeur d'une usine pharmaceutique lui demande de retrouver son chimiste, Antoine Dubreuil, disparu avec la formule de l'excipient d'une nouvelle pommade. Prêtexte : Dubreuil, en fait, travaillait sur un antibiotique si prometteur que sa disparition inquiète les services secrets français et américains. Sympathisant communiste, le garçon a-t-il décidé de passer à l'Est ? Des faubourgs populaires à Moscou en passant par les bureaux de Renseignement, le zoo de Vincennes et un étrange château ardennais, M^{me} Hardy aura fort à faire pour retrouver



le disparu et sa formule. Voici réunis les trois premiers volumes de *l'Agence Hardy*, *Le Parfum disparu*, *La Trace pâle*, *Le Poison rouge*. Le dessin est parfois encore hésitant, les traits des personnages maladroits, mais l'ambiance du Paris des années cinquante remarquablement bien rendue. Dommage que cela soit prétexte à une tranquille apologie d'un communisme débarrassé de Staline et d'un gaullisme qu'on ne s'étonnera pas de voir fricoter de trop près avec les camarades... □ A.B.

✓ Pierre Christin et Annie Goetzinger : *Agence Hardy*, intégrale tome 1, Dargaud, 156 p., 24 €.

Purées et comptes

FACILES À PRÉPARER, peu coûteuses, purées et compotes ont le double avantage de plaire aux petits comme aux grands et d'inscrire aux menus quotidiens la juste ration de fruits et légumes. À condition, toutefois, de renouveler l'éternelle purée de pommes de terre ou la fade compote de pommes. Manuel Laguens propose avec ces plats salés ou sucrés une variation à peu près infinie sur le thème, démontrant que tous les légumes et tous les fruits peuvent devenir purées ou compotes, pour peu que l'on sache les choisir, les accommoder et y ajouter la touche finale qui changera tout. À côté des grands classiques - aligot, brandade, hachis Parmentier, houmous, polenta, guacamole - vous trouverez là différentes façons de servir

viande ou poisson avec une garniture inattendue, de somptueuses purées à la truffe ou aux morilles, d'exotiques préparations aux patates douces, aux fruits de la passion, à la mangue ou à l'ananas, vous verrez qu'un brin de menthe dans une purée de haricots, quelques fleurs de lavande dans les patates, des pignons dans les aubergines, du gingembre dans les carottes, du bleu d'Auvergne dans le céleri, de la coriandre dans l'ananas, de la verveine dans les mirabelles, du réglisse dans les pommes peuvent changer du tout au tout l'apparence et la saveur d'un plat. Présenté sous forme de carnet à l'ancienne, illustré de dessins colorés, voici un livre de cuisine plaisant et d'accès aisé qui devrait figurer dans la panoplie de toutes les cuisinières. □ A.B.

✓ Manuel Laguens : *Purées et compotes de nos grands-mères*, Ouest-France, 121 p., 12,95 €.

Les films de février



□ *Rien à déclarer* - Janvier 1993 marque le passage à l'Europe et l'ouverture des frontières. Dans les communes de Courquain (côté français), Koorkin (côté belge), et surtout dans les deux postes de douane frontaliers, c'est l'effacement. Essentiellement en Belgique où la disparition du poste est mal digérée par le douanier en chef Ruben Vandevoorde, Benoît Poelvoorde, qui ne supporte pas les « camemberts » (comprenez par-là les Français). Et voilà-t-il pas que ce zélé colérique toujours éructant et prêt à exploser comme du pop-corn dès qu'on lui parle des Français va devoir faire équipe, à l'occasion de la mise en place de la première

brigade volante mixte franco-belge, avec son homologue français Mathias Ducatel, Dany Boon, qu'il ne peut pas voir en peinture. Lequel Mathias, bon gars rêveur est amoureux de la sœur confiseur (et réciproquement) de Ruben. Un amour que les tourtereaux, craignant la réaction de l'enragé Ruben, cachent à celui-ci. Pour Mathias, faire équipe avec Ruben à bord d'une 4L d'interception "customisée" façon *Taxi* afin d'interpeller une bande de trafiquants de drogue branquignols, pourrait être l'occasion d'amadouer son futur beau-frère. Et ça, c'est pas de la petite bière, une fois, et c'est pas gagné d'avance...

Tout comme pour ce Dany Boon chez les Belges qui, après le succès populaire de *Bienvenue chez les Ch'tis*, risque de prendre une claque. Bref, pas grand chose à déclarer. Le duo Boon-Poelvoorde - que certains osent comparer à celui de De Funès-

Bourvil - a beau en faire des tonnes, il a bien du mal à nous tirer un vague sourire. Circulez, y'a rien à voir !

□ *Les Chemins de la liberté* - La longue marche ! Sibérie, 1940 : profitant d'une tempête de neige, un groupe de prisonniers s'évadent d'un goulag de l'Armée Rouge. Leur but : gagner à tout prix, à pied, l'Inde, alors sous contrôle britannique. Pour atteindre la "terre promise", ils vont devoir parcourir plus de dix mille kilomètres, traverser des forêts enneigées, des lacs glacés, les plaines de Mongolie, endurer la fournaise du désert de Gobi, se dégourdir les varices en franchissant les sommets de l'Himalaya, franchir la Muraille de Chine... Une équipée qui n'a rien d'une promenade de santé pour randonneurs du dimanche. Aux limites de l'extrême, ils vont avancer, encore et toujours. Certains

"s'arrêteront" en chemin... En portant à l'écran le roman faussement autobiographique de Slawomir Rawicz (*À marche forcée*), inspiré de faits réels, Peter Weir signe une odyssée humaine fascinante. Une aventure au cœur de l'Histoire, intense et portée par un casting d'exception : notamment Ed Harris, Colin Farrel, Jim Sturges, Mark Strong.

□ *Largo Winch 2* - Un excellent et dépayssant divertissement d'action réalisé par Jérôme Salle, dans lequel on retrouve Tomer Sisley dans le rôle de l'héritier milliardaire aux prises avec un vieil "ami" de son père, Laurent Terzieff, un tantinet rancunier. Avec également Sharon Stone en procureur plus collante que de la résine de pin soupçonnant l'héritier de magouille de gros sous.

Alain Waelkens

CHRONIQUE DES LIVRES

Romans : délires sociétaux

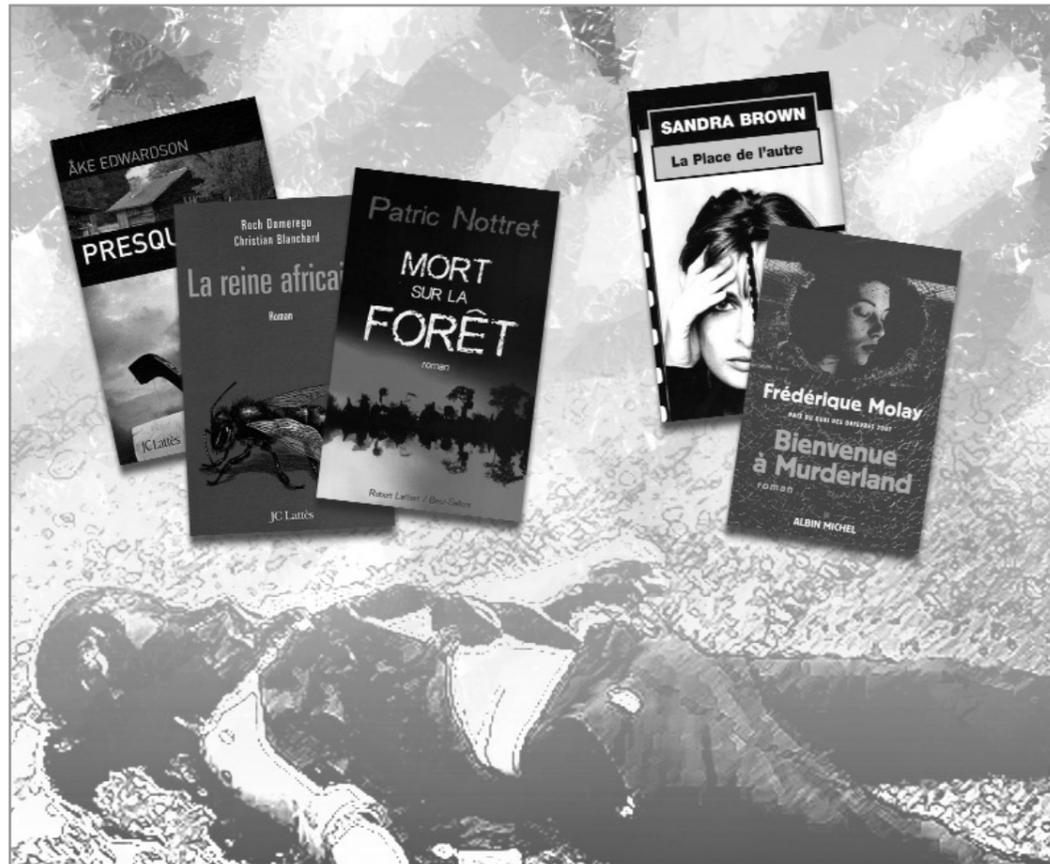
Si le roman reflète la société qui le produit, ses dérives et ses cauchemars, l'image qu'il renvoie du monde occidental a de quoi inquiéter... Au programme : décadence sociale, manipulations génétiques, scandales sanitaires, dépendance malade, confusion mentale, etc.

Le Suédois Ake Edwardson est l'un des maîtres d'un polar scandinave en train de supplanter une école anglo-saxonne en perte d'inspiration. À la différence des Américains, auxquels une surenchère de violence parfois insoutenable tient souvent lieu de talent, Edwardson, quoiqu'il s'attache à des intrigues cruelles, a choisi de ne rien montrer et tout sous-entendre, parti pris minimaliste qui accentue l'angoisse du récit.

Modèle suédois

Alors qu'il achève sa série des aventures d'Erik Winter en laissant planer un doute sur le sort de son héros, ménageant une suite éventuelle, c'est à l'analyse du modèle suédois dessinée au fil des volumes qu'il faut s'intéresser. Débuté en 1990 quand Winter était « le plus jeune commissaire de la police suédoise », le cycle se clôt sur un quinquagénaire désabusé qui a vu s'écrouler les valeurs d'un pays et d'une ville, Göteborg, qu'il ne reconnaît plus. Violence, immigration, exploitation des faibles, drogue, pornographie, pédophilie, mépris de la vie, désespoir triomphent font regretter la criminalité de jadis aux codes simples. Même les vieilles affaires non élucidées prennent un parfum de nostalgie. Telle la disparition de cette adolescente, dans une colonie de vacances, l'été 1975. On avait conclu, trop vite, à une noyade accidentelle. Quelqu'un, trente-cinq ans plus tard, a décidé de savoir et de régler ses comptes. Tandis que se multiplient des indices sans queue ni tête, Winter, en proie à des migraines infernales, au bord de la rupture familiale, en pleine crise de la cinquantaine, en pleine crise professionnelle, essaie de comprendre. Véritable défi quand ceux de sa génération ont le sentiment d'être dépassés et de se battre avec une vie devenue trop difficile. Constat extrapolable à toute l'Europe. Sur fond d'été tardif qui ne veut pas finir, adieu à la jeunesse, Edwardson, avec *Presque mort*, sonne mélancoliquement le glas des rêves évanouis : blues garantissant...

Autre signe des temps, l'écologie, sortie de la sphère politique, scientifique, commerciale, inspire, pour le meilleur et pour le pire, les romanciers. Une étrange épidémie frappe les dirigeants d'un groupe pharmaceutique : ils succombent aux attaques d'abeilles tueuses, phénomène inexistant chez nous... Profileuse stagiaire de la police judiciaire, Lara le sait d'autant mieux qu'elle file le parfait amour avec un apiculteur. Selon lui, les rares essaims potentiellement dangereux ont fait l'objet de croisements



africains. La multiplication des incidents laisse supposer une volonté criminelle : le laboratoire visé fabrique un pesticide accusé d'avoir provoqué la disparition massive des abeilles françaises. Guerre entre deux conceptions antinomiques de l'avenir de la planète et de l'humanité ? Lara, qui trouve à son bien-aimé le parfait profil du vengeur masqué, est prête à y croire. Même si vous n'éprouvez aucun intérêt pour le monde des abeilles, fascinant, laissez-vous prendre à *La Reine africaine* de Roch Domerego et Christian Blanchard ; ce livre a le mérite d'exposer clairement des enjeux majeurs et de faire prendre conscience de ce que nous devons aux insectes pollinisateurs. Autrement dit, de rappeler que nous vivons dans un monde où certains prétendent contrôler la production agricole et posséder une arme redoutable : la famine.

Ramassis de poncifs

Patric Nottret a inventé l'inspecteur Pierre Sénéchal, "écoflic" responsable d'une brigade - encore imaginaire - en charge de réprimer les délits contre l'environnement. Sénéchal est casanier et, lorsque ses supérieurs l'expédient sur les traces d'un entomologiste français évaporé dans la jungle brésilienne, il fait grise mine. Pour seul indice un scarabée transgénique susceptible de révolutionner l'avenir des biocarburants. Ce fil d'Ariane le conduit aux ruines d'une mystérieuse cité amazonienne, objet des plus folles légendes. Les pré-

céderes aventures de Sénéchal amusaient, malgré leur politiquement correct ; *Mort sur la forêt* accable : anciens de l'OAS, "intégristes", dictatures sud-américaines "fascistes", accumulation de poncifs haineux destinés à soutenir l'intrigue, façon *Indiana Jones*, d'un roman où les gentils sont de gauche et libres-penseurs, les méchants de droite et catholiques, forcément... L'on se demande comment cela peut encore fonctionner. Cela donne un catalogue de fantasmes extravagant, un lexique de mots vidés de leur sens destinés à provoquer chez le lecteur un réflexe pavlovien de rejet interdisant toute réflexion. Révélateur d'un système démocratique qui étouffe, en douceur, toute idée qui lui est contraire.

Discréditer la morale traditionnelle au nom de la liberté individuelle, cela se pratique aussi à l'aide d'intrigues à l'eau de rose, un peu pimentées, qui donnent à croire aux midinettes que le droit au bonheur autorise toutes les transgressions. *La Place de l'autre* de Sandra Brown en est un bon exemple. Jumelles, Gillian et Melina s'amuse depuis leur enfance à échanger leurs identités. Pour distraire sa sœur qui suit un traitement contre la stérilité, Melina lui suggère de la remplacer lors d'une soirée en l'honneur de Christopher Hart, astronaute américain au physique de jeune premier. Coup de foudre, brisé par l'assassinat de Gillian. Unis dans leur recherche de la vérité, Hart et Melina découvrent que la clinique de procréation assistée où Gillian était soignée avait eu des

problèmes et qu'elle intéressait de près un télévangéliste au profil inquiétant. C'est du roman à l'américaine parfaitement maîtrisé : intrigue menée tambour battant, pincée de sexe, histoire d'amour, *happy end*, bien fait, agréable à lire ; mais, sous couvert de "bons sentiments", il s'agit de prouver que les défenseurs de la morale chrétienne sont soit de dangereux psychopathes, soit des hypocrites en quête de profits délirants. Et cette certitude, plus que la blquette sentimentale, reste fichée dans la mémoire des lecteurs.

Aux frontières du virtuel

Être un autre, c'est une possibilité offerte par Internet à des gens mécontents de leur existence et prêts à s'en inventer une autre dans un monde virtuel plus attrayant, quitte à rompre avec la réalité. Ce sujet a retenu Frédérique Molay, lauréate du Prix du Quai des Orfèvres pour *La Septième Femme* ; il sert d'argument à son second roman, *Bienvenue à Murderland*. Récemment divorcé, Nathan Barnes se distrait en s'inscrivant au jeu interactif Island. La fréquentation de cette société idéale tourne à l'addiction jusqu'à une partie au cours de laquelle au volant d'une voiture virtuelle, il écrase une passante virtuelle, alors que la règle du jeu exclut mort et accidents de cet univers. Drame qui trouve un sinistre écho dans la réalité quand Barnes reçoit un courriel anonyme l'accusant de meurtre. Tandis que le monde merveilleux d'Island enregistre un taux de dé-

cès impossible, ceux qui se cachaient derrière ses avatars trouvent des fins atroces. Le support de l'intrigue : addiction aux jeux en ligne, confusion entre réalité et virtualité, était plus prometteur que le résultat ; Frédérique Molay pose toutefois les bonnes questions sur le mal-être d'une génération plus prompte à fuir qu'à affronter la vie.

Sadisme à l'américaine

Le thème est suffisamment porteur pour avoir inspiré Éric Laurent, qui signe *La mort vous a choisi*. Le héros, là encore, se nomme Barnes, il est divorcé. Là encore, il participe à un jeu en ligne, là encore un crime sur la Toile correspond à un véritable homicide et Barnes s'y trouve mêlé de près. Quarante-huit heures pour démêler l'énigme avant la fin de la partie, et sans l'aide de la police... Au-delà du thème, révélateur de notre époque, du jeu de rôles virtuel, ce qui frappe, c'est la fabrication, copié-collé, d'un équivalent français aux romans américains les plus violents et les plus sanglants. Rien n'y manque, surtout pas la complaisance dans l'horreur et les descriptions malsaines ; tout cela pour aboutir à une conclusion si tordue qu'on ignore si Barnes est l'assassin, la victime d'une manipulation ou un malade mental. Mauvaise surprise pour le lecteur qui a ingéré en totalité cette accumulation de tortures et d'atrocités ! À sadisme égal, les Américains font mieux, comme le prouve *Psycho* de Richard Montanari.

Philadelphie : dans les clubs vidéos circulent des cassettes de classiques du cinéma, - *Les Diaboliques*, *Psychose*, *Scarface*, *Liaison fatale* - dont on a remplacé les scènes de crimes, tous commis dans des salles de bain, par les images de vrais meurtres. Acharné à renvoyer en prison un sadique imprudemment libéré, l'inspecteur Byrnes découvre que ce triste personnage a au moins un point commun avec ces sanglants *remakes* : ses liens avec les producteurs d'un certain type de cinéma pornographique. Ce second roman de Montanari est moins horrible, moins dérangeant que le premier, la plongée dans l'univers, faisandé, de l'industrie cinématographique, ses usines à rêves et à fantasme, instructive. Mais, en raison de son thème, au demeurant traité avec réserve, on laissera ce roman très dur à un public averti. ■

Anne Bernet

- ✓ Ake Edwardson : *Presque mort*, Lattès, 475 p., 20,90 €.
- ✓ Roch Domerego et Christian Blanchard : *La Reine africaine*, Lattès, 375 p., 18 €.
- ✓ Patric Nottret : *Mort sur la forêt*, Robert Laffont, 390 p., 21 €.
- ✓ Sandra Brown : *La Place de l'autre*, éditions du Livre de poche, 568 p., 7,50 €.
- ✓ Frédérique Molay : *Bienvenue à Murderland*, éditions Albin Michel, 245 p., 15 €.
- ✓ Éric Laurent : *La mort vous a choisi*, Plon, 270 p., 19 €.
- ✓ Richard Montanari : *Psycho*, Presses Pocket, 527 p., 7,80 €.

□ CETTE ANNÉE-LÀ

496 : De Tolbiac à Reims

Bien qu'ayant accepté que fussent baptisés ses enfants, Clovis restait fidèle à ses idoles de pierre et de métal qu'il croyait plus viriles que la piété chrétienne. Mais ni Clotilde, ni Remi ne désespéraient...

Cette année-là, la quinzième de son règne sur les Francs saliens, Clovis, trente ans, apparaissait plus que jamais comme le seul chef capable de réunir la Gaule. Point touché par l'hérésie arienne comme les autres occupants, Wisigoths et Burgondes, il pourrait s'appuyer sur le seul élément d'unité du pays : le christianisme. Mais il fallait avant tout que l'époux de Clotilde se convertît ; or, bien qu'ayant accepté que fussent baptisés ses enfants, il restait fidèle à ses idoles de pierre et de métal qu'il croyait plus viriles que la piété chrétienne. Mais ni Clotilde, ni Remi, ni Geneviève ne désespéraient...

Une victoire inespérée

Or les Alamans, alliés aux Burgondes, attaquaient ses cousins les Francs rhénans ; ils venaient même de blesser Sigebert leur roi. Il était temps pour Clovis de se couvrir à l'Est, et ce fut la mémorable rencontre de Tolbiac, que les Francs appelaient encore Zül-pich (près de Cologne). Cela s'annonçait mal. Dès le matin, l'armée franque fut encerclée, et Clovis, le vainqueur de Syagrius, pour la première fois se sentit au bord de la reddition. Mais non ! Sa fierté même le poussa à proclamer le vœu de se convertir au Dieu de Clotilde s'il lui donnait la victoire, comme en 312 dans des circonstances semblables avait prié l'empereur Constantin. Aussitôt une flèche vint frapper le roi alaman. Ce fut la débâcle dans le camp ennemi. La victoire était totale, miraculeuse. Dès son retour à Soissons il demanda le baptême. Il fut pour Remi un catéchumène impétueux mais plein de bonne volonté, sûr que Wotan et ses



Le baptême de Clovis peint XV^e siècle

dieux l'avaient abandonné à Tolbiac. Restait un problème : ses sœurs Alboflède et Lantechilde l'imitaient, mais ses guerriers allaient-ils le suivre ? Et ne serait-il pas la risée des autres barbares ? La Gaule, en puissance la France, ne pouvait attendre : Remi balaya d'un revers de main ces considérations mondaines, et le baptême fut fixé à Reims à Noël de la même année (selon les sources les plus communément admises, qu'utilise Anne Bernet dans son *Clovis*).

Le pacte avec Dieu

Ce jour-là fut signé l'acte de naissance du royaume chrétien. Dans la cathédrale illuminée de tant de cierges que Clovis se crut au paradis, et avec l'intervention miraculeuse de la colombe blanche apportant le saint-chrême, le roi

des Francs reçut le baptême des mains de Remi, trois mille de ses guerriers l'accompagnèrent et reconnurent solennellement avec lui le Dieu que définissait Clotilde comme « *Celui qui a tiré du néant le ciel et la terre et par sa main créé le genre humain* ». Ce fait est capital : le pacte de Reims ne fut pas celui d'une personne qui promet officiellement d'être fidèle à Dieu mais de tout un peuple dont les chefs d'alors s'engagèrent, pour les générations à venir, à reconnaître la Vérité et à y conformer leur vie personnelle et la vie de la cité. Le sang des martyrs avait manifesté la volonté de Dieu sur cette terre ; il fallait désormais que cette volonté divine rencontrât une volonté politique pour que pût commencer l'histoire de France (même si notre pays allait être désigné souvent comme la Gaule pendant encore

trois siècles). Le roi des Francs, voyant très intelligemment la forte identité chrétienne de ce peuple politiquement désemparé par tant d'invasions, en adoptait la religion pour lui donner l'armature institutionnelle qui lui manquait. Tout discours sur l'identité française qui ignore que la France est née d'un baptistère n'est que mauvaise (et mensongère) littérature. Demander si la France est chrétienne c'est demander tout simplement si la France existe.

Contre l'arianisme

D'autant plus que si Clovis avait pensé que toutes les religions se valaient, il aurait suivi Wisigoths et Burgondes dans l'hérésie, et la France ne serait jamais née. De l'arianisme, ce christianisme au rabais qui n'était qu'un monothéisme théocratique ne reconnaissant pas le Christ pour intermédiaire entre Dieu et l'homme, il ne voulut point, car en retirant devant Remi ses colliers signes d'une "divinité" païenne, il marquait son refus de toute confusion entre les pouvoirs spirituel et temporel. Les esprits bornés d'aujourd'hui voient là l'origine de la laïcité républicaine, alors que la distinction des pouvoirs n'entraînait pas pour Clovis leur séparation, mais au contraire la liberté de soumettre son pouvoir à Dieu dans tout ce qui toucherait à la foi et à la morale. La mentalité moderne soumise religieusement à l'idéologie des Droits de l'Homme, est l'arianisme de notre temps. Ce faisant Clovis jeta un coup de pied dans la fourmilière "européiste" qui se mettait en place sous le signe de l'arianisme entre les Wisigoths d'Aquitaine et leurs cousins de l'autre côté des Alpes les Ostrogoths (dont le roi Théodoric était le mari d'Alboflède sœur de Clovis...) avec la complicité des Burgondes de la Saône et du Rhône. En naissant chrétienne notre nation affirmait déjà son indépendance... Et Clovis, les années suivantes, se mit à commencer de faire la France, comme nous le verrons. ■

Michel Fromentoux

Le Trésor de l'Action française

Sous la direction de Pierre Pujo, avec Sarah Blanchnonnet, Stéphane Blanchnonnet, Grégoire Dubost, Michel Fromentoux, Vincent Galliere, Pierre Lafarge, Aristide Leucate, Alain Raison, Francis Venant.

Depuis qu'elle a été fondée en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Ils contiennent une abondante matière de réflexions qui permettent de comprendre non seulement l'histoire du XX^e siècle mais aussi les événements que nous vivons aujourd'hui.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française 2000* en 2004 et 2005. Tel quel, ce recueil d'articles permet de comprendre l'originalité de la pensée politique de l'Action française dont les années ont confirmé la solidité.

À travers les études publiées, le lecteur se familiarisera avec la pensée de Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugeois.

✓ Éditions de l'Âge d'homme, 138 p., 20 euros. Disponible à nos bureaux : 22,11 euros franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

Hommage à Jacques Bainville

Le 9 février 2011 marquera le 75^e anniversaire de la mort de l'académicien français Jacques Bainville (1879-1936).

ESSAYISTE et journaliste à la rubrique de politique étrangère du journal *L'Action Française*, il a laissé une œuvre qui ne saurait être résumée dans ce bref article. Néanmoins, dans l'époque qui est la nôtre, où peu sont capables d'anticiper l'avenir, retenons d'abord l'essai *Conséquences politiques de la paix* publié en 1919. L'auteur y démontra avec précision et lucidité que les conditions et le règlement de la paix au sortir de la Première Guerre mondiale portaient en germe l'émergence d'un nouveau conflit armé entre la France et l'Allemagne. L'avenir lui donna raison. Soixante-quinze ans après sa mort, ni la Guerre froide et la chute du mur de Berlin, ni la construction européenne, n'ont affaibli

ses analyses. Bainville, pour qui seule la conservation de la France importait, méprisait les idéologies et leurs porte-voix et ne s'attachait qu'aux intérêts respectifs des nations. Ainsi, du principe des nationalités d'inspiration libérale, à l'internationalisme socialiste qui fut en vogue de son vivant, il ne retenait que la cause et le prétexte des guerres passées et à venir. La France ne devait sa stabilité et sa sécurité qu'aux traités de Westphalie(1648) et de Vienne(1815), soit la politique d'alliance.

Sécurité et stabilité

Cette sécurité et cette stabilité, axe majeur de la pensée de Bainville, ne pouvaient être garanties que dans un régime fort, que la monarchie capétienne représentait au mieux. Celle-ci plaçait l'intérêt national au-dessus des intérêts de partis. Or, le drame de toutes nos républiques s'est justement traduit par la dilution de cette politique nationale de long terme au profit de combinaisons et de conflits partisans. Il faut y ajou-

ter désormais l'intégration européenne qui condamne toute politique relevant de l'intérêt national en affaiblissant la souveraineté des États membres.

La méthode d'analyse de Bainville, précieuse pour qui veut comprendre la politique, peut se décliner en trois lois : une loi des conséquences ou rapport de cause à effet : "dans les mêmes cas, les mêmes manœuvres déterminent les mêmes conséquences" ; une loi de dépendance entre générations que résume Auguste Comte : "les morts gouvernent les vivants" ; et une loi de l'oubli : "nous croyons toujours que tout est nouveau, alors que nous refaisons les expériences que les hommes des autres siècles ont faites et que nous repasons par les mêmes chemins qu'eux". Ces lois, parce qu'elles ont démontré qu'elles étaient efficaces, doivent être confrontées aux réalités du XXI^e siècle, ses politiques impériales, ses courants idéologiques, et ses intégrations supra-étatiques. Plus qu'une célébration, le 9 février 2011 doit être l'occasion d'un constat politique. ■

Fabrice de Sainte-Marie



Soixante-quinze ans après sa mort, rien n'a affaibli l'œuvre de Jacques Bainville.

□ RÉVOLUTION

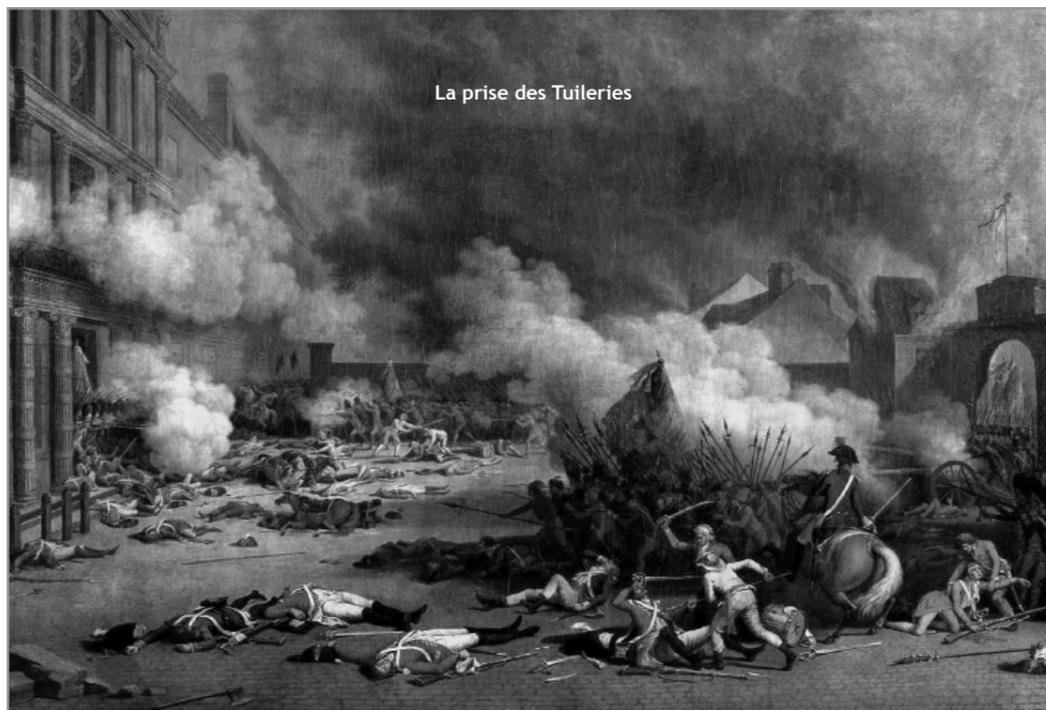
La France s'en relèvera-elle un jour ?

Xavier Martin signe son sixième livre : une confrontation avec les idées, les sentiments, les réactions de ceux qui ont provoqué, conduit ou subi la Révolution française. L'ensemble constitue déjà une somme sans équivalent.

Xavier Martin, professeur émérite des Facultés de droit et historien, va recevoir le prix Renaissance ce mercredi 9 février des mains de notre confrère Philippe Maxence, rédacteur en chef de *L'Homme Nouveau*. C'est un événement, car le destinataire d'une aussi éminente distinction n'est pas "politiquement correct". Xavier Martin a déjà consacré huit livres à reconsidérer la Révolution et l'esprit des Lumières : sa documentation est gigantesque, ses connaissances juridiques prodigieuses et son sens de la psychologie très affiné, comme nous avons pu à maintes reprises le constater à l'Institut d'Action française où il nous a honoré de brillantes conférences.

Forcés d'être libres

Son dernier ouvrage, *La France abîmée*, sous-titré *Essai historique sur un sentiment révolutionnaire (1789-1820)*, définit le sentiment à partir de 1789 d'une détérioration institutionnelle mais plus encore mentale et morale. Il s'agit d'un avilissement, d'une dégradation, d'une flétrissure, qui a marqué tous les acteurs, victimes et témoins directs, qu'il laisse abondamment parler, et que le mot démoralisation apparut justement en 1796 exactement. Deux ans avant d'être supplicié, le girondin Brissot demandait : « *Croyez-vous que le peuple, la masse de la nation soit véritablement aussi dégradée et férocisée qu'elle le paraît ?* » Le mythe exalté par Diderot du bon sauvage avait donc fait son temps. Xavier Martin dit bien que les intentions étaient pures. « *Il nous est permis d'espérer que*



La prise des Tuileries

nous commençons l'histoire des hommes », clamait sans rire l'Assemblée constituante. C'était la fuite hors du réel, donc dans l'utopie, qui recomposait le réel en fabrique de bonheur... Ce qui justifiait toutes les violences : du *Contrat social* où Rousseau disait de l'individu : « *On le forcera d'être libre* », à Tureau, exterminateur de la Vendée, qui voulait faire « *le bien du peuple malgré le peuple* », le contraignant à « *savoir être libre* », et à Saint-Just se flattant de « *ramener tout un chacun sous le joug de la liberté publique* », il y a continuité, avec pour seule différence que les hommes de la Révolution payaient bien souvent de leur personne, car il se trouvait toujours d'autres assoiffés de bonheur conçu encore mieux... Qu'importe ! On « *régé-*

nerait » le peuple, l'extermination de quelques-uns était une nécessité technique. Vivant plus de dix ans de cette ambiance, on comprend que les esprits fussent profondément marqués. On traquait les pensées et les arrière-pensées, tout le monde soupçonnait tout le monde, l'auto-surveillance fonctionnait sans cesse, on avait honte « *de paraître soi* », « *de se ressembler à soi-même* », l'œil de Paris était partout, comme plus tard l'œil de Moscou... On vivait sous le règne de la « *pensée unique* » et de « *l'applaudissement obligatoire* ». Dès le 20 juin 1789, Martin Dauch, député de Castelnaudary, déclencha la fureur de l'assemblée en refusant de signer le Serment du Jeu de Paume, la liberté commençait plutôt mal... On n'avait

pas la conscience tranquille quand l'on croisait, sur une charrette, un condamné à l'échafaud, que l'on faisait semblant de ne pas connaître...

Le bien et le mal confondus

« *Tout ce mélange*, écrit Xavier Martin, *de désarroi, de jouissance frelatée, d'effroi encore mal dissipé, voire sujet tous les jours à renaître, de frivolité, d'une impression d'avilissement, etc, participe d'un brouillage des valeurs, on dirait aujourd'hui d'une perte des repères, perte et brouillage que la violence presque insolite du traumatisme a contribué à perpétuer.* » Tous les principes du bien et du mal, d'honneur et de déshonneur, étaient confondus,

« *et c'est là le tréfonds de la thématique d'une France abîmée* » qui s'accompagne d'une « *pathologie du langage* » qui a frappé les contemporains. Tous les mots de la langue française, à commencer par le mot révolution, furent subvertis : vertu, liberté, vérité, justice, probité, humanité..., plus une foule de mots nouveaux, de dénominations pour désigner les choses et les hommes à la haine du peuple dans des discours de « *cannibales en délire* ». Quand on pense que c'est dans cette atmosphère encore imprégnée de confusion que l'on entreprit d'écrire en 1804 le code civil...

Le retour du roi

Dans des livres propos publiés par le bulletin de Renaissance des Hommes et des Idées, Xavier Martin demande : « *Mais la France même en pouvait-elle sortir indemne ? Aujourd'hui encore il en est qui doutent qu'elle en soit remise.* » Oui, nous, entre autres. 200 ans après, les habitudes de falsifier la vérité n'ont point cessé et ce qui est dit dans l'ouvrage de la perte des notions de vérité et de d'erreur, de juste et de faux, de pensée unique..., n'a pas cessé de brouiller les esprits.

La France sera moins abîmée le jour où elle sera remise à l'endroit avec le retour du roi qu'aucun politiquement correct n'empêchera de rétablir une plus grande liberté de la pensée. D'ailleurs sous la Révolution, l'Ancien Régime apparaissait à tous comme « *le bon temps* », qui possédait assez de défenses naturelles pour permettre la plainte (comme le reconnaissait Marat lui-même) et qui s'éteignit uniquement par un « *déficit d'autorité* »... ■

Michel Fromentoux

✓ Ed. Dominique Martin Morin, 264 pages, 21 euros. Le prix Renaissance sera remis à Xavier Martin à l'issue d'un dîner du cercle Renaissance le mercredi 9 février à 19 h 30. S'inscrire avant le 4 février au Cercle Renaissance, 138 rue de Tocqueville, 75017 Paris. Participation : 95 euros par personne.

ROMAN

Le goût amer de servir

Redécouverte d'un livre incontournable.



SI LA PETITE HISTOIRE ne fait pas la grande, disons qu'elle l'éclaire du moins. La grande histoire n'est autre chose qu'un enchaînement de faits qui interagissent les uns avec les autres et ont pour eux de faire rêver. La petite histoire c'est l'anecdote, mais avant tout l'histoire dont les bas sont crottés par la boue des chemins, qui sent la terre, qui vit au milieu des plus petits. C'est l'histoire qui s'invite au milieu des familles et se mêle à elles pour mieux les comprendre : l'histoire vécue et non l'histoire perçue. C'est en se faisant ethnologue, et uniquement à ce prix, que l'on peut faire la grande histoire de façon objective et éclairée. Ici l'auteur adopte cette démarche. Il

emprunte à ce que j'appelle la grande histoire, utilise les traditions et les éléments de la vie quotidienne occupant la période trouble de la fin du XVIII^e siècle pour peindre un tableau vivant et plus vrai que nature. Rescapés de la Virée de Galerne ou des massacres des Colonnes infernales, des Vendéens reviennent au village dévasté. Ils vont reconstruire avec l'énergie du désespoir - ou de l'espoir - ce qui était leur vie. Mais, peu à peu, l'unité de la communauté face à l'Ogre-Turreau et aux patauds va être brisée par les courants contraires qui agitent la France. Dans cet ouvrage, le mythe vendéen change de visage. Il apparaît déjà - aux esprits qui en connaissent les véritables composantes, non soumises aux censeurs de la gueuse - que les géants dans l'affaire ne sont pas ceux que croit Napoléon, tant par le nombre que par les moyens. Pourtant Pierre Ragon nous fait vivre avec ce peuple tenace toutes les épreuves que même l'histoire officielle ne nous enseigne pas.

Ces épreuves sont le retour à la vie après les massacres, le dilemme entre les différents clergés réfractaire, jureur, et concordataire, le joug des républicains, l'usurpation de l'Empire, et la déception face à la Restauration. On découvre des Vendéens découragés, qui se sentent oubliés, bien loin des tirailleurs implacables dont on fait habituellement l'éloge. Ils redeviennent des hommes, courbés sous le poids des charges que leur demande leur seigneur ou leur propriétaire, mais ne se plaignent jamais, acceptant leur condition. Ils regrettent que les nobles émigrés n'aient pas compris que leurs privilèges devaient servir la société et non la diviser, que les propriétaires se comportent en seigneurs tyranniques, et que le roi oublie leur sacrifice pendant les quatre guerres de 1793 à 1815. Pierre Ragon utilise la perspective qu'offre le roman pour entraîner le lecteur dans les méandres du bocage. On s'y perd avec plaisir, tant on croit vivre le destin terrible et exemplaire de ces

simples paysans, qui inspirent toujours les idéalistes chrétiens et royalistes. La facilité de la lecture et l'excitation de toucher l'Histoire du doigt s'additionnent pour nous tenir en haleine de bout en bout de l'aventure. Ce roman est incontournable pour achever sa formation intellectuelle sur les guerres de Vendée. Il rappelle que servir ne rime pas avec honneurs, mais souvent uniquement avec Honneur. Il rappelle aussi que les rois restent faillibles et que les royalistes se battent avant tout pour un idéal. Le baron, compagnon d'armes de nos paysans dans les troupes de Stofflet, a des mots très justes en évoquant avec nos paysans leurs souvenirs de campagnes : « *La monarchie était belle sous la République et l'Empire et c'est à cette idée-là de la monarchie que nous devons rester fidèles.* » À méditer. □

Romain Fontanet

✓ Michel Ragon : *Les Mouchoirs rouges de Cholet*, LGF, 346 p.,

□ CULTURE

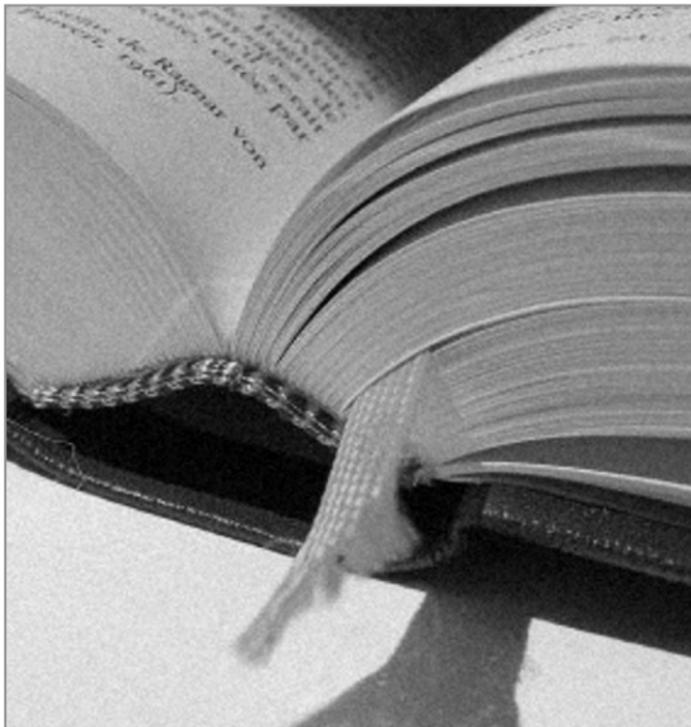
Entre le déclin et l'éternité...

La culture française a-t-elle déperî ? Le cas échéant, sa renaissance suppose-t-elle la conquête des consommateurs ? Différentes conceptions sont à l'œuvre, comme en témoigne le débat esquissé ci-dessous.

Trois ans après l'article de Donald Morrison paru dans *Time Magazine*, la question du déclin ou de la vitalité de la culture française ne semble pas résolue. Cet article de décembre 2007 écrit par un journaliste américain, intitulé « *La mort de la culture française* », a fait beaucoup de bruit à l'époque. Il dressait un constat accablant sur la qualité de la culture française et sur sa capacité d'exportation à l'étranger : ses films, livres, tableaux ou autres œuvres d'art n'y rencontrent aucun public et sont loin d'être à la hauteur d'un pays ayant produit Molière, Hugo, Balzac, Flaubert, Proust, Sartre, Camus, Malraux, Truffaut, Godard, Trenet, Piaf, Aznavour, et bien d'autres encore.

Vives réactions

De nombreux critiques, écrivains et penseurs réaffirmèrent alors la force et l'importance d'une culture française encore bien vivace, contre un impérialisme américain toujours trop arrogant. « *Non, la culture française n'est pas morte !* » rappela judicieusement Maurice Druon. « *Des intellectuels comme Marcel Gauchet, René Girard et Jean-Luc Marion sont reconnus outre-Atlantique et dans le monde* » affirmait avec fierté Paul-François Paoli. « *Le débat était ouvert avant l'article de Donald Morrison. Certains auteurs français comme Richard Millet avaient été bien plus sévères, et avant lui* » signalait enfin Antoine Compagnon dans un entretien accordé à *nonfiction.fr* aux côtés de Donald Morrison. Malgré toutes ces réponses, le déclinisme de Donald Morrison a convaincu et se retrouve dans de nombreux papiers publiés depuis. Le dernier en date est un entretien avec Philip Gourevitch, écrivain et journaliste américain, paru dans *Le Monde* le



1^{er} février et intitulé « *La culture française n'apparaît plus nécessaire ni agréable* ».

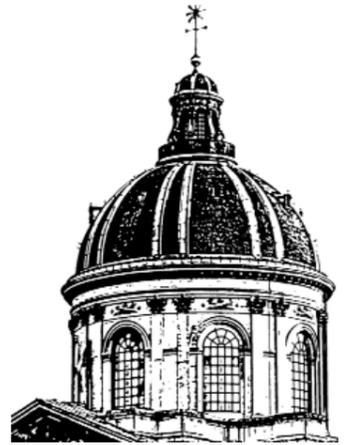
Gourevitch s'interroge : « *Donnez-moi cinq noms actuels équivalents à Sartre, Camus, Malraux, Martin du Gard et Duras ?* », ajoutant que « *ce problème n'est pas spécifique à la France* » : il concerne toute l'Europe. Le constat sonne comme une évidence, comme s'il ne s'agissait plus de s'interroger mais de trouver des solutions. Le producteur Martin Karmitz, nommé par Nicolas Sarkozy à la tête du Conseil de la création artistique, est actuellement à New York où il compte promouvoir la culture française, à travers une série de débats et de projets qui mettent en avant l'idée d'une réponse française aux besoins américains. Guy Walter, directeur de la Villa Gillet (institution culturelle lyonnaise ayant aidé à la mise en place du projet), pense

ainsi que la culture française doit être « *au cœur des préoccupations américaines du moment* » : sécurité, guerre, droits civiques, frontières, etc.

Produit américain

Le Monde nous signale que « *l'accueil apparaît favorable* » : et comment ! Voilà que la culture française doit se résoudre à n'être qu'un produit de consommation américain ! C'est la victoire de Donald Morrison, lui qui prônait la mondialisation, la diversité, le multiculturalisme, le politiquement correct et la soumission aux États-Unis comme solutions au malheur français. Déjà, en 2009, il entrevoyait des « *signes qui donnent de l'espoir* » : « *Ceux qui montrent que la France commence à prendre en considération la diversité culturelle au sens plein du terme. Les films d'Ab-*

dellattif Kechiche gagnent des César, on commence à voir des acteurs non blancs au cinéma, et deux des prix littéraires les plus importants ont été attribués à des auteurs que je ne qualifierais même pas de francophones, l'Afghan Atiq Rahimi, qui a gagné le prix Goncourt, et le Guinéen Tierno Monémbo qui a remporté le prix Renaudot. Je suis aussi surpris de l'augmentation drastique du nombre de romans qui parlent du monde réel : non pas seulement de "mes histoires d'amour, mon divorce, mon psy, mon ennui..." mais de l'immigration, de la mondialisation, de l'environnement, de la politique, de la pauvreté, des questions de race... Même Olivier Poivre d'Arvor, le directeur de Cultures France, qui est maintenant un très bon ami, parle de la condition des immigrés dans son dernier roman. Je ne peux m'attribuer le mérite d'aucun de ces changements, mais, il y a un an, il n'était pas aussi évident que la France commençait à accueillir les artistes venant des marges de la société, les immigrés, les non-blancs, les fils et filles de l'ancien empire d'outre-mer, et les réfugiés. » Sans oublier l'opinion selon laquelle la culture devait s'inscrire dans le processus de marchandisation de la société, revendiquant l'industrialisation culturelle en imitant le modèle américain : « *La culture y est une industrie, et je pense que la France rate quelque chose en ne la traitant pas comme telle.* » Antoine Compagnon ironisait très bien, en réponse à Morrison, rappelant que « *le but n'est pas d'augmenter ses parts de marchés, ou bien, dans ce cas, le plus simple serait que les cinéastes français fassent leurs films en anglais et que les écrivains français écrivent en anglais. Or je crois qu'une culture c'est d'abord une langue.* » Une langue, c'est là ce qui a notamment fait la grandeur de la littérature française. Et qui lui a donné son caractère d'universalité et d'immortalité. Le français, langue universelle... cette affirmation fait aujourd'hui sourire dans bien des endroits. Et pourtant, que d'œuvres en français qui restent et resteront pour toujours éternelles, que d'écrivains étrangers (Casanova, Beckett, Kundera,



Jorge Semprun, Schopenhauer, etc.) ayant choisi le français pour écrire, car « *en français, on ne devient pas fou* » disait Cioran. Et ce phénomène perdure, la rentrée littéraire 2009 ayant dévoilé aux yeux de tous de nombreux auteurs étrangers écrivant en français. L'Afghan Atiq Rahimi, prix Goncourt 2008, s'en expliquait : « *La langue française m'a donné la possibilité de m'exprimer avec une certaine liberté.* »

Le vrai, le beau, le bien

La culture est universelle et immortelle, elle tend au Vrai, au Beau et au Bien, quoi qu'en disent les penseurs qui, depuis les anthropologues des années 1870, ne cessent d'affirmer un relativisme culturel qui fait de toute production, si médiocre soit-elle, un objet d'art relevant de la culture. La culture française n'est donc pas morte, elle est bien vivante. Elle est même éternellement vivante, elle défie les lois du temps et cette exigence de contemporanéité ou d'actualité culturelle est un non-sens. Ces mots de Charles d'Orléans, de Rabelais ou de Balzac... qu'importe, ils définissent notre culture et seront toujours bien plus vivants et bien plus actuels en nos cœurs et en notre âme que tous ces discours pessimistes enfermés dans leur temporalité. Quant à nous, nous savons que la culture française n'est pas morte. Elle est une tradition, au sens où l'entendait Charles Maurras dans *Barbarie et Poésie* : « *la transmission du beau et du vrai* ». ■

Dimitri Julien

L'indissoluble lien entre le souverain et son peuple

La monarchie anglaise s'avère très éloignée de celle, française, traditionnelle, héréditaire, antiparlamentaire et décentralisée que Maurras appelait de ses vœux. Elle n'en mérite pas moins notre attention.

LA MONARCHIE ANGLAISE est sans aucun doute un modèle pour des monarchistes pragmatiques. Depuis plusieurs siècles, le régime anglais s'est adapté aux changements du monde, aux nouvelles tendances et aux courants philosophiques qui ont fait vaciller des pays comme le nôtre. Ces concessions successives - devenues coutumes -, par la couardise de quelques mi-

nistres ou bien le désintérêt du souverain pour l'art de gouverner, ont cantonné le monarque au rôle noble de représentation, et d'incarnation du pays.

La monarchie anglaise est ainsi faite qu'il n'existe aucun cadre légal du pouvoir royal et que son organisation actuelle n'est que le fruit de la coutume, coutume faisant loi. Les souverains anglais sont, malgré la défiance héréditaire et légitime qui leur est portée par les Français, d'une rare clairvoyance. Ils ont su courber l'échine suffisamment, tout en restant au-dessus du minimum pour protéger les valeurs et les principes qui fondent leur royauté. L'action du film *The Queen* débute à l'élection de Tony Blair. Le retour des Travailleurs aux affaires semble augurer un souffle modernisateur. C'était sans compter la mort de Diana. Downing Street saisit l'occasion pour tenter de sensibiliser la maison royale en vacances à Balmoral. L'attitude distante prise par les Windsors vis-à-vis de l'an-

cienne princesses de Galles, depuis son divorce avec le prince Charles, n'arrangeait pas la situation. Mais la reine, dans son apparente insensibilité, va réussir à renverser la tendance.

La scène où tout bascule...

Le jeu des acteurs laisse pantois. La justesse de leur interprétation des personnages clés permet au spectateur de se plonger entièrement dans le film. Le royaliste saura juger des tourments auxquels les familles royales sont confrontées, et on ne conseillera jamais trop à nos hommes politiques d'en tirer des leçons. La critique de notre société voyeuriste perce également : la famille royale seule, gardienne des traditions, reste pudique dans son deuil malgré les attentes du peuple qui réclame ce à quoi on l'a habitué, c'est-à-dire un étalage de ses états d'âme dans les journaux. Elizabeth II a l'art

et la manière de montrer au peuple qu'il existe différentes façons de vivre un deuil, et pour prendre sur elle de répondre à la ferveur de ce même peuple pour une princesse qui lui a fait perdre la face en divorçant.

La scène centrale du film, le moment où tout bascule, a lieu lorsque, de retour à Buckingham, passant devant la mer de fleurs déposées pour Diana, la reine avise une petite fille avec un bouquet à la main derrière les barrières. À sa proposition de déposer les fleurs pour elle, la fillette répond par la négative. La reine perd sa contenance mais la fillette ajoute : « *Elles sont pour vous.* » Cette réponse met en perspective la relation charnelle entre le souverain et son peuple. La reine tient le rôle de la mère et le peuple celui du fils. La relation est parfois conflictuelle mais ils reviennent toujours l'un vers l'autre en se pardonnant. ■

Romain Fontanet

Le cas Sarkozy, qui a déjà été souvent évoqué, et avec quelle pertinence, dans *L'Action Française 2000*, nous enseigne ou nous rappelle quelques constantes politiques qu'il convient de méditer.

CHAQUE HOMME, qui est un animal social, possède des talents différents. La société est plus ou moins riche, selon la variété des qualités que chacun de ses membres lui apporte. Parfois des qualités, des talents, sont semblables, ce qui induit les notions de rivalité ou de concurrence. Il appartient à la tête de cette société de faire en sorte que ces rivalités ne soient pas destructrices, mais engendrent au contraire une dynamique positive et profitable à l'ensemble.

Le système démocratique, tel qu'il nous est soumis, impose une règle selon laquelle le pouvoir suprême appartient à celui qui l'obtient par son adresse, sa malice, ses talents pour emporter l'adhésion, voire ses capacités de coercition. Soit.

Mais deux types de talents sont ici en jeu. Celui d'intriguer, de jouer des coudes, de séduire ou de contraindre. Il en est cependant un autre qui est d'exercer le pouvoir, la magistrature suprême pour défendre le bien commun. Il semble que la possession conjointe de ces deux capacités ne soit pas totalement possible. En effet, pour exercer le pouvoir dans une nation comme la France, en plus d'une large vision géopolitique et du sens de la justice, il faut avoir de l'estime pour ce pays son histoire, avoir longuement médité dans son âme, tout au contraire de nos derniers présidents. Il faudrait aussi avoir du temps, au-delà de ces qualités essentielles. Seulement, notre actuel chef d'État n'est en rien coupable envers le jeu démocratique qui offre (soi-disant) à tout un chacun la possibilité de faire une belle carrière politicienne. Mais savent-ils, nos démocrates qui essaient aujourd'hui de vendre la France par appartements, peuvent-ils même imaginer, ces nains arrogants, que notre nation millénaire ait une autre destinée que celle terriblement réductrice de servir la carrière d'arivistes à la vue basse ? □

Olivier Perceval

□ **MESSE** - L'association Marius Plateau nous informe que la messe annuelle aux intentions des victimes du 6 février 1934 sera célébrée en l'église de La Madeleine à Paris (chapelle de la crypte, entrée latérale) le mercredi 9 février 2011 à 18 h 30.

□ **COMPTE RENDU**

Mémoire vivante

Premier aperçu des manifestations organisées le mois dernier, en hommage au roi Louis XVI.



Marche aux flambeaux

UNE FOIS DE PLUS au rendez-vous de l'histoire et de l'honneur, plus de trois cents personnes, enthousiastes et recueillies, ont défilé aux flambeaux dimanche 23 janvier 2011 pour se rendre là-même où des fossoyeurs sans scrupule avaient jeté la dépouille de Louis XVI et de ses gardes suisses. Sur le cortège, de la Madeleine à la chapelle Expiatoire, des applaudissements ont fusé des fenêtres. Certains ont pu entendre « À-bas Sarko ! » ou encore « Mort à la république ! »... cris qui n'avaient rien d'ironiques mais trahissaient l'exaspération politique des habitants de Paris. Certains locataires sont même descendus serrer la main à quelques camelots bravaches et qui n'en revenaient pas. « Vous n'avez pas tort ! » s'est exclamée Sophie, vingt-six ans, étudiante originaire de Clermont-Ferrand et qui croisa la manifestation sur son parcours.

« En France, il faut que les choses changent. Sarko c'est un la honte ! La gauche c'est la honte ! Alors, peut-être, oui, vive le roi ! » Devant la chapelle Expiatoire, un beau silence a remplacé l'entrain de la marche. Chacun a retenu avec peine son émotion. Les discours sobres mais évocateurs, notamment celui de Stéphane Piolenc, ont fini de transporter les partisans du roi massés devant les grilles du square. Une fois de plus la république méfiante, suspicieuse et mesquine avait interdit l'accès au site. Qu'importe ! Nous avons l'habitude et ne réclamons pas meilleur traitement à un régime qui détruit la France. Un camelot avec un beau courage sauta la grille pour aller déposer des lys à la porte de la Chapelle Expiatoire. Alors seulement retentit La Royale, entonnée par 300 voix mais comme d'un seul chœur. En plein VIIIème arrondissement et à deux pas de l'Élysée, ce 23 janvier 2011 les lys de France et le Sacré-Cœur battirent à nouveau la chamade. ■

Le 21 janvier à Lyon

LE 21 JANVIER 2011, la messe célébrée pour Louis XVI en l'église Saint-Denis à la Croix-Rousse a rassemblé de nombreux Lyonnais, qui, répondant à l'appel des sections du CRAF et de la RN, étaient venus rendre hommage au roi martyr. Après la très belle cérémonie et le prêche inspiré de M. l'abbé Billioud (voir la reproduction de l'article du Progrès et la vidéo), nous avons pu entendre la lecture de l'éloquent testament du roi Louis XVI.



De très nombreuses personnes, dont quelques personnalités comme M. Bruno Gollnisch, se sont également jointes à la galette des rois organisée par les royalistes lyonnais. Toutes les générations étaient représentées. ■

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF
Stéphane Blanconnet
Secrétaire général
Olivier Perceval
Secrétaire général adjoint
Romain Hellouin

Trésorier
Giovanni Castelluccio
Secrétaire administratif
Marie-Suzanne de Benque d'Agut
Formation
Marc Savina

Provinces
Philippe Castelluccio
Militantisme
Jean-Baptiste de l'Aviath
Responsable opérationnel
François Bel-Ker

NICE - 04/02

Conférence

Vendredi 4 février 2011, le bâtonnier Gubernatis nous honorera de sa présence, et nous fera part de son expérience politique « de l'Action française en passant par le Front national »
Le rendez-vous est fixé à 19 heures.

Pour en savoir plus :
nice.royaliste@gmail.com



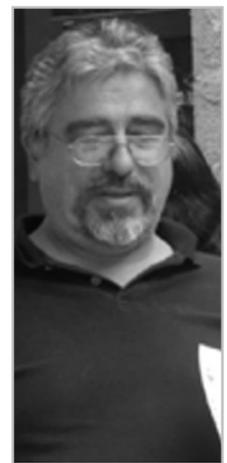
PARIS - 05/02

Campagne nationale d'AF sur l'immigration

Conférence le vendredi 4 février :
Les immigrés entre anomie et communautarisme par Michel Michel

Rendez-vous à 19 h 30 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal) ; entrée libre.

Le vendredi suivant, 11 février, analyse d'extraits de *Dupont-Lajoie* d'Yves Boisset.



PERPIGNAN

La nation royale, socle des libertés

Samedi 5 février à 18 h 30, la section de Perpignan vous invite à une conférence d'Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF : "La nation royale, socle des libertés".

À l'hôtel Les Deux Mas, et à son restaurant Le Patio, 1 rue Madeleine Bres, 66330 Casbetany. Participation au dîner : 30 euros. Pour tout renseignement et inscription appeler M. Baux au 04 68 66 76 06.



PARIS 09/02

Hommage à Jacques Bainville

L'Action française donne rendez-vous le mercredi 9 février à 19 heures place Jacques Bainville, 7^e arrondissement (métro Solférino) à tous ceux qui veulent honorer la mémoire de l'historien Jacques Bainville. Cet illustre maître d'Action française, une des intelligences du siècle passé, est décédé voici soixante-quinze ans, le 9 février 1936. Un dépôt de gerbe est organisé à cette occasion. Nous espérons vous voir nombreux.



GHISLAIN DE DIESBACH

Les portraits d'un mémorialiste

Dans son dernier ouvrage, *Le Goût d'autrui*, publié chez Via Romna, Ghislain de Diesbach dépeint des personnages qui, s'ils ne défrayent pas la chronique littéraire ou mondaine, offrent tant de singularités qu'il regretterait de voir leur souvenir s'effacer...

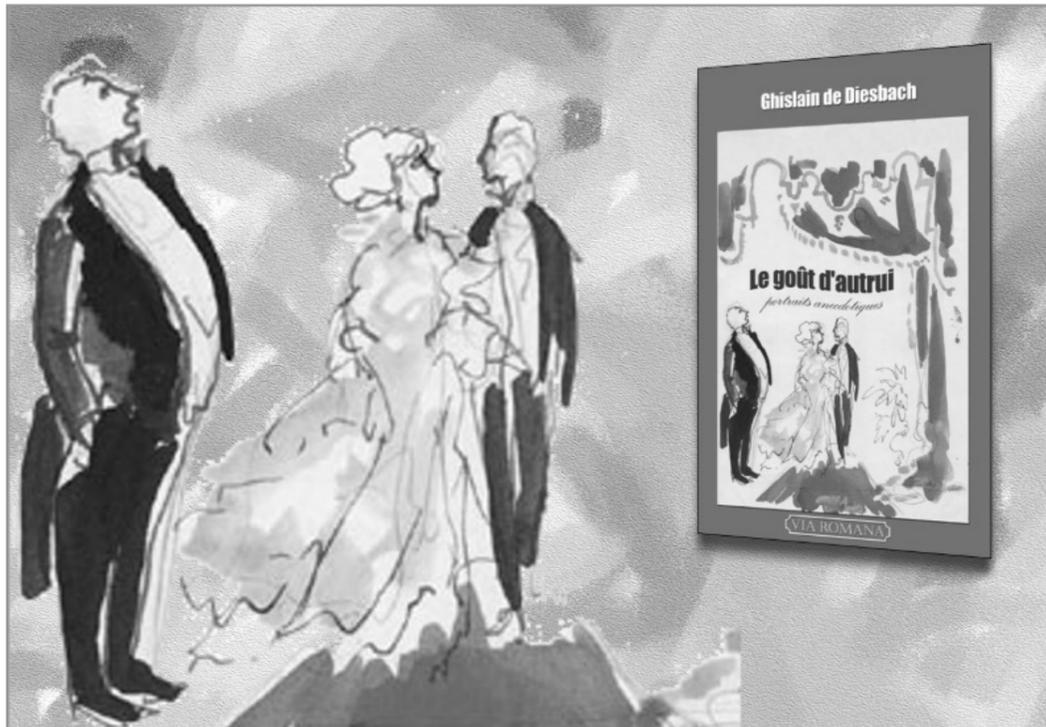
L'Action Française 2000 - Avec *Le Goût d'autrui*, vous témoignez d'un univers qui est proche de celui de *La Comédie humaine* de Balzac. C'est un livre qui fonctionne selon un jeu de miroirs. Des personnages sont récurrents, d'autres passent...

Ghislain de Diesbach - Il y a en effet des interférences. Le duc de Castries apparaît, par exemple, en dehors de son portrait, pour un bon mot que j'ai placé dans un autre portrait. Jean-François Chiappe apparaît chez les Carbuccia ou chez le même duc de Castries. Ce que j'ai surtout voulu faire, c'est prendre des gens célèbres et amarrer à ces blocs des petites barques ; j'ai voulu sauver des chaloupes en même temps que des bateaux. Dans la société parisienne, dans beaucoup de cas, vous voyez des gens dont le nom est connu parce qu'il y a eu un ancêtre au XIXe siècle qui leur a laissé une fortune, une réputation, qui a été un grand avocat, un grand médecin. Vous avez beaucoup de gens qui vivent sur le capital intellectuel de leurs ancêtres, sans parler du capital financier. Dès qu'il y a quelqu'un de parfaitement inconnu qui réalise un acte de bravoure ou fait œuvre littéraire, il est injuste qu'il n'ait pas sa part aussi.

En somme, vous êtes pour le mérite républicain ?

Non ! Je ne suis pas républicain. Je suis diesbachiste. En fait, je suis plutôt partisan d'une république oligarchique. La Suisse, Venise, Gênes étaient des républiques aristocratiques. Quelques familles tiennent le pouvoir. Elles sont élevées pour ça. Il ne faut pas que le pouvoir soit toujours à se disputer, sujet de discorde entre plusieurs partis. Tout ça, c'est très mauvais ! Le roi ? Pourquoi pas, mais on peut aussi bien se satisfaire de quatre ou cinq familles qui gouverneraient la France. J'ai toujours été pour les grands féodaux. Sous la fronde, j'aurais été frondeur... Les familles doivent incorporer tout ce qu'il y a de nouveau et de bon. Elles ne doivent pas se scléroser. La plaie de la noblesse française actuelle, c'est qu'elle ne se renouvelle pas. Les Michelin ou les Prouvost dans le Nord auraient reçu sous la monarchie de Juillet le titre de duc et pair. Les industriels, au temps des Croisades, auraient tous été faits duc et pair de France. Et toutes ces familles ensuite se mariaient avec la noblesse.

Noblesse ou bourgeoisie, à travers les portraits que vous dessinez, on devine en arrière-plan votre géographie parisienne, les adresses que vous fréquentez... Je vais de moins en moins à Neuilly mais toujours dans le 16e arrondissement. Le bout de



l'avenue Henri Martin et puis le pré sacré, le quadrilatère sacré, c'est-à-dire rue de Bourgogne, boulevard Saint-Germain, rue de Varenne. Je traverse très rarement la Seine. De l'autre côté, il n'y a plus personne. Quand j'étais jeune, la famille de ma mère habitait le 8e. J'allais souvent chez des oncles et tantes qui habitaient boulevard Malesherbes. C'est complètement inhabité maintenant. J'avais un cousin Diesbach qui avait hérité d'un hôtel particulier, avenue de Messine. C'est là que se déroula le grand bal de la princesse de Wagram. Il y a eu de grandes fêtes avenue de Messine. C'était somptueux. Aujourd'hui, il n'y a que des bureaux.

Le Paris mondain de Proust a sombré corps et biens. Un monde englouti donc, mais que vous avez eu le temps d'entreapercevoir. Vous avez évolué entre la rive droite des milieux d'affaires et la rive gauche, disons le quartier Saint-Germain, royaume de la noblesse authentique mais fauchée. Ces deux mondes ne se fréquentaient guère.

Proust n'a jamais mis les pieds boulevard Saint-Germain. Aucune réception. Tout ce qu'il décrit est en fait pris sur les réceptions du 6e et du 16e. Dans *Jean Santeuil*, les réceptions du duc de Réveillon se déroulent dans un hôtel construit « sous Philippe-Auguste » ! Vous voyez cela, vous, à Paris ? C'était assez naïf !

Vous êtes un grand dîneur en ville. Dimanche midi chez Mme Girod de l'Ain. Dimanche soir chez Jean-François Chiappe et Marine Grey à Versailles.

Il n'y avait plus de salons, à part celui de Mme de La Rochefoucauld, mais il y avait des maî-

tresses de maison qui recevaient souvent, très régulièrement. On s'assurait comme cela une semaine agréable. Je ne mangeais pas souvent chez moi comme tout célibataire. En plus, à l'époque où j'ai connu tous ces gens, je travaillais dans un bureau. Alors, le matin, j'avais le déjeuner d'affaires, et le soir, le dîner en ville. On allait déjeuner dans des bistrot de banlieue le midi, et il y avait là des histoires très amusantes qui se racontaient. Mais je n'ai pas mis de fréquentations d'affaires dans mon livre, sauf un de mes adjoints.

Et le soir, changement d'ambiance, un autre climat, après le bistrot de banlieue d'Audiard, la réception digne des Salina à Palerme !

Je pouvais déjeuner chez Jean-Marie Le Pen, puis la semaine suivante avec l'adjoint, le bras droit d'Harlem Désir. Puis dans des dîners en ville, j'étonnais toujours le monde par l'extrême variété de mes fréquentations de table. J'avais un pied dans tous les milieux. Je brassais large.

Vous avez le goût des gens, mais vous avez aussi, parfois le dégoût très sûr...

Quelques comptes à régler certainement. Les Girault de Courzac se sont fait beaucoup d'ennemis par leur façon d'écrire l'histoire. Ils ont dit bien du mal des Suisses au service de la France. Des gens grossiers finalement... Je vous dirais que les personnes âgées sont celles qui ont le plus à raconter. Quand j'étais jeune et que je fréquentais des camarades du lycée, ils n'avaient rien à me dire sauf des grasses plaisanteries d'étudiants ou de jeunes recrues de caserne. Il faut des gens amusants. Un personnage comme

le petit gangster que j'évoque, c'est unique de pittoresque. On a rarement l'occasion de dîner avec un gangster qui vous raconte ingénument tous les mauvais coups qu'il fait.

Il y a chez vous une méchanceté mesurée. Qui aime bien châtie bien ! Vous n'êtes pas toujours tendre mais on sent une vraie amitié. Le portrait de Chiappe par exemple. Truffaut disait : « 50 % joie / 50 % tristesse. » Vous pourriez dire le même chose !

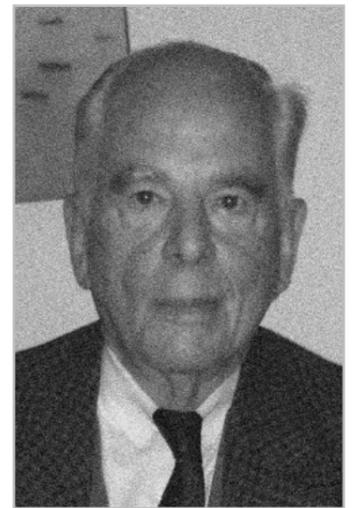
Exactement ! Mais notez bien que je n'ai pas pris en traître Chiappe sur ses extravagances vestimentaires ou de langage. Je lui faisais des remarques. Il était parfaitement au courant de ce que je pensais de lui.

Y a-t-il des portraits inventés On peut se poser la question. Il y a là des personnages qu'un petit milieu parisien, seul, connaît. Détrompez-vous. Anne de Bavière était très connue dans Paris. Elle recevait presque tous les soirs. Beaucoup de gens achètent le livre pour voir ce que je dis d'Anne. Pour tous ces dames qui m'invitaient, avoir un jeune homme qui venait déjeuner, c'était très amusant, j'apportais les nouvelles de la ville.

Vous ne parlez que de morts ! Pas des vivants ?

Oui, pas de vivants et depuis la publication des Goûts d'autrui personne n'a ressuscité... On peut dire ce qu'on veut des morts. La loi ne frappe plus. Mais il y a aussi le fait qu'on ne parle bien des gens qu'une fois qu'ils sont morts.

Le grand absent du livre, finalement, c'est vous. On sent un contrôle, une grande maîtrise



de vous-même. Ne pas parler, il ne faut jamais parler de soi. En général, j'ai horreur de parler de mes livres, autant que de parler de moi. Quelqu'un m'a dit : « On sent que vous vous arrêtez toujours à temps. » Je ne dis pas toujours tout. Mais on peut faire mon portrait a contrario en étudiant les gens que j'ai fréquentés, hommes politiques et critiques littéraires. On peut deviner mes opinions politiques par les gens que j'ai fréquentés. Il y a des gens qui m'ont scandalisé comme Ionesco, qui étalait ses ressentiments à l'égard de la France. Il y a des portraits d'hommes comme Jules Romain que je n'ai jamais rencontré. Ses anecdotes seront savoureusement utiles pour un biographe futur.

Je faisais deux ou trois métiers en, même temps. Dîner en ville, assurances et toutes les biographies que je rédigeais. Cela demande une grande force de travail. Mais à l'approche des quatre-vingts ans, je commence à devenir paresseux. J'étais très bien organisé, aidé par quelques facilités. Pour Histoire de l'Émigration j'étais réveillé à 4 heures du matin. Je faisais de la documentation jusqu'à 7 heures. À 7 heures, café, douche, au bureau. Je rentrais du bureau vers 18 heures je retravaillais à mon Histoire de l'Émigration et à 20 heures, je partais dîner en ville et je rentrais me coucher vers minuit, une heure du matin. Sans oublier les week-end, je rédige en général trois versions.

Je n'ai jamais perdu de temps. Au téléphone, j'aime les gens concis, brefs. Pas d'étalage à n'en plus finir. Ce matin, j'ai eu huit coups de téléphone. Pendant ce temps-là, je ne peux pas travailler. Je préfère faire le travail moi-même. J'ai écrit deux tomes de mémoire et j'entame un troisième sur mes débuts à Paris avec des personnages qui ne sont pas dans le Goût d'autrui. J'ai tellement de portraits. Il y a de quoi faire encore.

Propos recueillis par Marc Savina

JEAN-PIERRE LAMY

Estimations immobilières et commerciales

Membre de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires en Estimations Immobilières
223 rue de l'Université 75007 Paris
Bureaux à Avignon et Cannes
06 63 09 35 16
lamyjeanpierre@sfr.fr